

Les pré-retraites... peau de chagrin

p. 10 - 11

Lutte ouvrière

En mer,
la loi
de la
jungle

p. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 824 - 17 mars 1984 - prix : 6 F



Pour ne pas être
les déçus du socialisme,
il nous reste à l'imposer

GRANDE-BRETAGNE :

100 000 mineurs en grève

p. 8 - 9

sommaire

Dans le monde

Page 4 :
— Afrique du Sud : le chantage du gouvernement sud-africain.

Page 7 :
— RFA : marchandages syndicaux autour des 35 heures.
— Italie : avant la manifestation du 24 mars.

Pages 8 et 9 :
— Grande-Bretagne : grève nationale des mineurs contre les suppressions d'emplois.

En France

Page 5 :
— Pêche : en mer... c'est la loi de la jungle.

Page 6 :
— En bref.

Pages 10 et 11 :
— Les pré-retraites... peau de chagrin.

Page 12 :
— Effet report : les prestidigitateurs qui nous gouvernent.

Pages 13 et 14 :
— Dans les entreprises : Renault-Cléon ; Strafor Strasbourg ; Imprimerie Hervé et Fils (Paris) ; Kabivitrum-Limoges ; Chausson : 1 315 emplois supprimés ; Renault : la course des syndicalistes aux strapontins du Conseil d'administration.

Pages 15 et 16 :
— Kodak - Châlon-sur-Saône ; Chantiers de France - Dunkerque ; SNECMA - Corbeil ; CRAM Rouen ; Chantiers Navals de La Ciotat ; Citroën.

Culture

Page 17 :
— Théâtre : *Le journal d'une femme de chambre*, d'après le roman d'Octave Mirbeau.

Page 18 :
— Livres : *Une poignée de mûres*, d'Ignazio Silone ; *Battling Malone, pugiliste*, de L. Hémon ; *Meir Ezo-fowicz*, d'E. Orzeszkowa ; *Cette lutte incertaine*, de Ruth Prawer Jhabvala.

Page 19 :
— Livres : *Histoire du capitalisme*, de M. Beaud ; *Yalta*, de Vladimir Volkoff ; *Enquête sur les mystères de Marseille*, de J. Derogy et J.-M. Pontaut ; *Les mains coupées de la Taïga*, de Patrick Meney.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs détruiront l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

La sécheresse en Afrique : un fléau économique

Plusieurs émissions de télévision ont été consacrées à la famine liée à la sécheresse qui menace 150 millions d'hommes dans les pays africains du Sahel. La troisième chaîne proposait dans son magazine *Vendredi* une enquête intitulée « *Ils meurent de faim et alors ?* », qui essayait de dégager les responsabilités de cette situation : les multinationales étaient les premières accusées, les 5 familles par exemple qui contrôlent 90 % du négoce mondial des céréales.

Quant aux institutions internationales, il était démontré qu'elles privilégiaient le plus souvent les intérêts des grandes sociétés industrielles et financières et qu'elles étaient impuissantes à lutter contre ce fléau. Pour avoir affirmé que le droit à la vie était un droit fondamental et avoir dénoncé l'incurie de l'ONU, un directeur de la division des droits de l'homme à l'ONU avait dû démissionner.

Surproduction dans les pays riches, pénurie et hausse des prix pour les pays pauvres

Le sous-développement et son cycle infernal, c'est une question dramatique en effet, à un moment où la sécheresse fait de nouveau des ravages. Cette sécheresse dépasserait celle de 1970-73, qui avait fait 150 000 morts au Sahel et 200 000 morts en Ethiopie. Elle touche cette fois 24 pays africains, c'est-à-dire 150 millions de personnes. Les dernières récoltes de céréales ont été catastrophiques dans ces pays : le déficit céréalier global est de 1,6 million de tonnes, deux fois plus qu'en 1973. Dans le même temps, Edouard Saouma, directeur général de la FAO (organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture), estimait qu'en « 1983, les stocks de céréales des pays développés ont atteint des niveaux records : plus de 330 millions, dont plus de la moitié en Amérique du Nord, soit 21 % de la production céréalière mondiale, alors que des stocks de 18 % devraient théoriquement mettre la planète à l'abri d'une crise alimentaire ».

Malgré cette production abondante, les prix des produits céréaliers ont augmenté considérablement en un an : par exemple, le prix du maïs à l'exportation a augmenté de 50 % par rapport à l'année précédente. Au contraire, les prix des exportations des pays africains sont inférieurs de 15 à 20 % à ceux de la deuxième moitié des années 1970. Or les importations de céréales augmentent rapidement : elles ont quadruplé entre 1960 et 1982 ! Il devient de plus en plus difficile pour les pays africains d'importer les céréales nécessaires à la survie de la population. Ne reste que l'aide alimentaire, qui arrive ou n'arrive pas, qui reste souvent stockée dans les villes faute de gros



(Ph. FRILET)

moyens de transport, ou « s'évapore » dans les mains d'intermédiaires officiels ou officieux qui en font un commerce personnel.

Alors, évidemment, l'aide alimentaire n'est qu'une solution à court terme, comme le répètent tous les organismes qui s'occupent de la faim dans le monde. Il faudrait développer « l'auto-suffisance alimentaire », souhaitent-ils, atténuer les effets de la sécheresse, stopper l'avancée de la désertification, qui en dix ans a gagné 200 kilomètres sur les pâturages. Ces souhaits sont-ils réalisables ?

La sécheresse et la désertification ont certes des causes climatiques et géographiques, mais aussi et surtout des causes sociales et économiques. Et celles-là, comment les éliminer ?

Priorité aux cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières.

Si les productions vivrières de céréales diminuent inexorablement, si le désert avance, c'est que la priorité est donnée aux cultures d'exportation, qui profitent surtout aux trusts des pays riches.

Au Sénégal, l'année dernière encore, en un an les superficies d'arachide ont augmenté de 25 %, celle des cultures vivrières ont diminué de 16 %. Les meilleures zones ont été accaparées pour produire de l'arachide, pour le plus grand profit de sociétés comme Lesieur.

Or cette culture de l'arachide a de nombreuses conséquences. A la récolte, toute la plante est arrachée pour récupérer les graines. La couche de

terre soulevée par cette opération se dessèche et est facilement emportée par le vent. Cette culture appauvrit aussi le sol en éléments minéraux et en humus, utiles à la cohésion du sol, et diminue sa capacité à retenir l'eau. Pour remédier à cet appauvrissement du sol, les paysans le laissent en jachère pendant 5 ou 6 ans, pour qu'il se reconstitue. Aujourd'hui, ce n'est plus fait, car il faut produire de plus en plus.

La désertification : phénomène naturel... mais aussi produit de la pauvreté.

Une autre raison de la désertification est le développement de l'élevage, là aussi pour des raisons de profit : les pâturages sont surchargés, les zones autour des puits ravagées. La végétation y disparaît petit à petit. Les bêtes, ne pouvant se satisfaire de l'herbe saisonnière, pas assez abondante, s'en prennent aux espèces persistantes dont certaines jouent le rôle de fixateur du sol. La couche fertile du sol est dispersée par le vent. Pour nourrir leurs bêtes, les pasteurs en sont réduits à abattre des centaines de branches d'arbres. Là où il y a 20 ans s'élevaient d'épaisses forêts ne subsistent aujourd'hui qu'étendues grises hérissées de troncs morts.

Quant aux techniques d'irrigation, elles existent, bien entendu : la possibilité de trouver des nappes souterraines aussi ; mais tout cela nécessite des investissements coûteux, un entretien difficile, que les pays pauvres ne peuvent assumer.

Il faudrait, selon les experts, 70 000 points d'eau supplémentaires d'ici la fin du siècle. Le programme des Nations-Unies en a prévu 2 500 pour la décennie 1980-1990, ce qui est très insuffisant. En outre, il n'y a quasiment pas d'études faites sur la réalimentation des nappes. Des subventions sont accordées pour les forages, car il y a du matériel à vendre à la clé, mais pas pour cela. Ce qui fait que des puits tarissent souvent sans que l'on sache pourquoi. Et enfin le prix du fuel a été multiplié par 7 en 10 ans : comment arriver à l'acheter pour faire fonctionner les moto-pompes ?

Ce sont donc surtout des problèmes économiques, découlant de l'exploitation du Tiers Monde par une poignée de pays riches, qui menacent aujourd'hui de mort des millions d'hommes.

Laurence VINON

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Pour ne pas être des déçus du socialisme

IL NOUS RESTE A L'IMPOSER

COMME presque chaque semaine, dimanche dernier a connu son lot d'élections partielles et une fois de plus, les partis de gauche ont connu un recul électoral sensible. Sûr que dans deux ans, la majorité actuelle des députés de gauche laissera la place à une majorité de droite.

C'est que le gouvernement socialiste a réussi à décevoir tous ceux qui avaient voté pour lui, sans réussir à désarmer ses adversaires. Et la droite n'a jamais été aussi forte que depuis que la gauche est au gouvernement, aussi agressive, aussi revendicatrice, aussi sûre d'elle.

Les travailleurs sont les seuls, finalement, pour qui l'avenir soit réellement fermé. Le gouvernement ne leur cède rien. Il y a toujours plus de licenciements, toujours plus de chômage. Le gouvernement lui-même ose dire à la classe ouvrière que pour sortir de la crise, il faut que les profits montent et que les salaires baissent. Quand la bourgeoisie s'enrichit, cela sauve l'économie, mais 1 % de plus sur le SMIC et ce serait la catastrophe !

Ce raisonnement à sens unique, c'est celui de Mitterrand, Delors et Mauroy, de Montand, de Gattaz et de Le Pen, de tous ceux qu'on entend s'exprimer actuellement.

La protestation des travailleurs, elle, n'est pas entendue.

Alors, il n'y a rien à faire ? Rien à faire par les élections qui sont un jeu truqué où, de gauche comme de droite, les ministres défendent les intérêts des riches et des puissants, même pas avec des paroles différentes.

De plus, les majorité et minorité électorales en France basculent pour quelques pourcentages de voix. Hier dans un sens, aujourd'hui ou demain dans l'autre. Les travailleurs ont toujours voté pour la gauche. Mais en fait, la victoire électorale de Mitterrand en 1981 a été assurée par une petite frange d'électeurs, 3 % à 4 % de cadres, de petits-bourgeois, qui ont voté pour Mitterrand en sachant bien qu'ils ne votaient pas vraiment à gauche. Aujourd'hui ils repassent dans l'autre camp. Et en attendant, ils n'attendent pas les élections mais revendiquent en bloquant

les carrefours avec leurs poids lourds ou en manifestant dans la rue. Car ils savent bien, eux, qu'il n'y a pas de sauveur ! Même les catholiques ne comptent pas sur leur bon dieu pour défendre leur école.

Alors, nous les travailleurs, nous devrions attendre éternellement notre salut de gens comme Mitterrand qui nous trompent en se disant de gauche ? Nous devrions l'attendre de ministres communistes dont on ne sait pas qui ils défendent, des travailleurs ou du gouvernement ? Nous devrions l'attendre de dirigeants syndicaux qui divisent la classe ouvrière au lieu de l'unir ?

Nous avons à prendre exemple sur tous ces petits-bourgeois qui n'ont pas besoin de chefs pour savoir ce qu'ils veulent, ni d'organisations pour entrer en lutte.

Oui, nous pouvons nous faire entendre même si dans les élections nous sommes minoritaires. Mais pour cela, il ne faut rien attendre des politiciens qui parlent en notre nom. Il ne faut compter que sur nous-mêmes. Il faut que les travailleurs de la métallurgie, de l'automobile ou les employés des banques entrent en lutte en même temps que ceux de la Fonction publique, cheminots, employés du métro ou de l'EDF, pour la garantie du pouvoir d'achat et pour la garantie de l'emploi. Il faut que nous ne nous laissions pas mener par des dirigeants syndicaux qui divisent nos luttes au lieu de les unifier. Et que nous ne nous laissions pas désarmer par le jeu électoral qui sanctionne les petites fraudes mais ne sanctionne pas la fraude majeure, absolue, gigantesque qu'est le système électoral tout entier.

Un système qui fait que, quels que soient les bulletins de vote, ce sont toujours les riches qui gagnent et les pauvres qui perdent.

La bourgeoisie, les hommes de la droite profitent de cette situation pour faire croire que les travailleurs sont déçus du socialisme.

Mais où serait donc le socialisme en question ?

Non, si les travailleurs doivent être déçus de quelque chose, ce n'est pas du socialisme, mais des élections !

Arlette LAGUILLER

Guerre scolaire

Le gouvernement à reculons

Sur le front de la guerre scolaire, où le gouvernement reculait déjà sans cesse, il restait encore quatre poches de résistance : comment seraient financées les nouvelles classes, qui paierait l'école privée, quel organisme contrôlerait la répartition des fonds et enfin quel serait le statut des enseignants ?

Ces quatre dernières poches sont en passe d'être à leur tour résorbées. Pour les deux premières, sans la moindre résistance de la part du gouvernement : les communes financeront les écoles privées. Les deux dernières, malgré là aussi de très fortes concessions gouvernementales, restent encore en discussion.

Le ministre Savary propose que les établisse-

ments d'intérêt public chargés de répartir les fonds aux établissements privés aient une pleine autonomie financière et surtout que les décisions y soient prises à la majorité des deux tiers, alors que les représentants de l'Etat n'y auraient que la majorité simple.

Concernant le statut des enseignants, les nouvelles propositions de Savary éloignent la titularisation possi-

ble dans le temps. Les maîtres contractuels pourraient opter pour un statut de fonctionnaire mais seulement après 6 années. Et surtout, les chefs d'établissement resteraient libres de les embaucher ou pas à leur guise.

Malgré ces concessions de taille, il n'est pas dit que le « compromis historique », comme l'appellent déjà aussi bien le gouvernement que la hiérarchie catholique, soit signé rapidement.

Bien qu'elle ait manifesté ses intentions d'arriver à une « paix scolaire stable et complète », la hiérarchie catholique n'a aucune rai-

son de se presser. Le temps joue pour elle. Le rapport des forces est en sa faveur. Sa capacité à amener des foules de manifestants dans la rue lui donne une position qu'elle peut exploiter encore quelque temps. Sans élever la voix, par le simple recul des échéances, elle obtient de nouveaux reculs d'un gouvernement soucieux de se débarrasser au plus vite de cette querelle. Alors pourquoi se presser ?

Sans compter que derrière la hiérarchie catholique, maintenant assurée d'obtenir de toute façon

gain de cause, le personnel politique de droite ne tient peut-être pas tellement à voir disparaître un cheval de bataille aussi efficace. La défense de l'école « libre » face au « danger technocrato-socialo-communiste » était un véritable don du ciel pour mobiliser les troupes. La signature d'un compromis, si compromettant soit-il pour le gouvernement, risquerait de supprimer cette possibilité. Alors, avec un gouvernement qui mène déjà sur tous les plans la politique de la droite, que resterait-il mon dieu ?

Alain MARQUET

Europe : ça baigne dans le beurre

Le monde connaît la famine, mais l'Europe se noie dans des océans de lait et croule sous des montagnes de beurre.

La situation n'est pas nouvelle. C'était une des fonctions de la Communauté européenne que de prendre en charge cette surproduction. Elle s'acquittait de sa tâche en stockant les surplus et en garantissant les prix aux producteurs. Elle a tant fait et si bien réussi que les industries agro-alimentaires en ont profité : elles ont augmenté leur production au maximum de leurs possibilités sans tenir compte du marché.

Résultat : aujourd'hui la Communauté stocke 855 000 tonnes de beurre, et 990 000 tonnes de lait en poudre. Il lui en coûte 420.000 F par heure ! Et au total, 40 % de son budget de soutien s'engloutit dans le lait...

D'où le désir des ministres

de l'Agriculture des Dix de freiner un peu la production. Il a donc été décidé de ne pas dépasser la production de l'année 1981 augmentée de 1 %. Cela revient en fait à une réduction pour la France d'un peu moins de 3 %, soit 500 000 tonnes.

Seul problème : qui va en subir les conséquences ? La France a proposé — et adopté pour son compte — que la réduction se fasse par laiterie et non par exploitation.

Avantage de la formule : les exploitations importantes, industrielles, pourraient « récupérer » les chiffres de production des petits exploitants en faillite (99 % ont moins de 50 vaches) ou à la retraite (12 % ont plus de 65 ans). Autrement dit, les difficultés des petites exploitations profiteraient aux autres. Mais rien ne dit que la mesure passe auprès des agriculteurs.

Assiettes de classes

D'après une étude de l'INSEE sur les « pratiques alimentaires des Français », pour les fruits, c'est la banane qui est la plus prisée des repas populaires ; et si ce sont les ouvriers qui boivent le plus de bière, les contremaîtres sont les plus gros consommateurs d'apéritifs et de chocolat, tandis que les cadres, eux, sont plutôt portés sur le whisky. Les ouvriers sont plutôt consommateurs de pain, de pommes de terre, de pâtes alimentaires, de vins ordinaires, de margarine ou de viande de cheval ; les cadres supérieurs, les industriels et les gros commerçants, eux, mangent plus volontiers du bœuf et des endives.

Que les bons petits plats soient pour les grosses légumes, on le savait déjà ; de quoi en avoir gros sur la patate et avoir envie de changer de régime !

La droite piédestal

Mitterrand et la gauche gouvernementale disaient avoir de l'imagination dans le domaine artistique. La sculpture est encouragée, mais les artistes ne sont pas heureux. Ce qu'on leur a commandé, c'est un monument à l'honneur de Jean Moulin, un autre qui devrait rendre un hommage collectif à De Gaulle, Leclerc, De Lattre, Juin et Kœnig, une statue de Mendès-France. Et aussi — elle est déjà faite — une statue de Pompidou, pour la commémoration du 10^e anniversaire de sa mort.

Cette pièce coulée entièrement dans le bronze est haute de 3,80 m. Pompidou s'y trouve dans une posture on ne peut plus figée, le visage impassible, les bras collés au corps. Avantage pratique : cette position longitudinale est celle qui offre le moins de surface aux chiures de pigeons qui ignorent les grandes causes nationales !



rent les grandes causes nationales !

Seul problème : où les mettre, toutes ces horreurs ?

SNCF : Société Nationale Condamnée pour Fraude

La SNCF a été condamnée par les tribunaux, comme un vulgaire mauvais payeur, à une saisie-arrêt de 750 millions de francs non pas sur les salaires des directeurs (c'est bien dommage) mais sur le produit de la vente des billets.

Motif : la Société nationale a refusé de payer ses cotisations aux ASSÉDIC au titre de l'« assurance-insolvabilité ». Il s'agit de sommes destinées à payer directement les salariés en cas de faillites des entreprises.

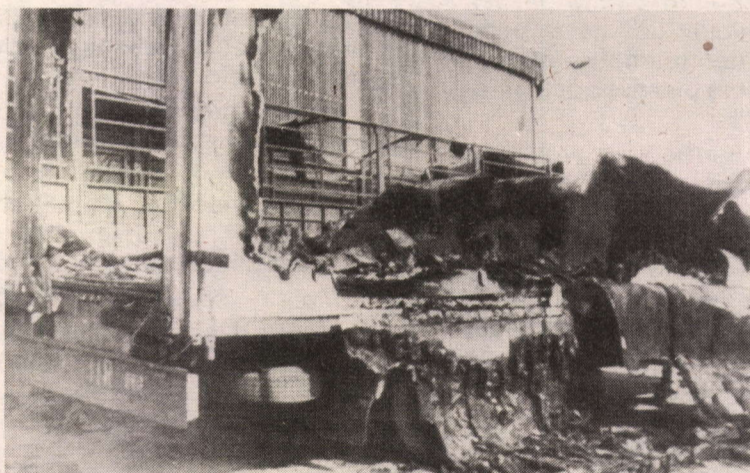
La SNCF argumentait en disant qu'elle n'était pas concernée : elle ne peut pas faire faillite, elle, puisqu'elle est garantie par l'Etat et elle refuse de payer pour d'autres, alors qu'elle ne « bénéficie » pas des « avantages » de cette assurance.

Mais le tribunal en a jugé autrement. Peut-être estime-t-il qu'on ne peut pas exclure une faillite de l'Etat ? Quant à Air France, elle a été condamnée pour la même raison. Normal, pour une entreprise spécialisée dans le vol !

Quand la France fait feu, ses camions brûlent

La riposte au mitraillage des chalutiers espagnols par la Marine française le 7 mars ne s'est pas fait attendre. Dans la nuit du 9 au 10, un camion immatriculé en France transportant du marbre a été incendié au Pays Basque espagnol.

Le 13 mars, on en était à sept camions brûlés, ainsi qu'un camion néerlandais transportant des fruits de mer. Deux camions français avaient été vidés de leur chargement de poissons mais avaient échappé au feu. Le jeudi 15 mars au matin, juste avant le jugement à Lorient des deux patrons pêcheurs arraisonnés, les pêcheurs en colère avaient brûlé treize camions dont 10 immatriculés en France et les



Les restes d'un camion français à Irun.

(AFP)

routiers français étaient obligés de se grouper en convois pour rouler en Espagne. Si les

autorités françaises continuent à partir à l'abordage, elles vont y brûler les camions.

Chiche !

Durant quatre jours, le mouvement de la Jeunesse Communiste a tenu son congrès à Pantin.

L'Humanité se félicite : pour les JC « être libre ce n'est pas rien faire, mais au contraire aussi lutter contre l'ordre établi » (lequel ?). Elle approuve chaudement les « trois cents d'entre eux (les intervenants) qui se sont succédé pour dire qu'ils sont prêts à monter à l'assaut du ciel, qu'ils veulent « tout » et qu'ils sont prêts à agir en conséquence ».

Très bien... mais Georges Marchais dans son discours a, lui, défendu « l'ordre établi », celui du gouvernement de gauche, bien sûr. « Des solutions anti-crise existent », a-t-il déclaré, la gauche qui a été élue pour cela peut les mettre

en œuvre ». Et d'ajouter : « N'attendez pas que les améliorations que vous souhaitez viennent toutes seules « d'en haut » : vous seriez déçus. Sans vous, sans votre interven-

tion rien de bon ne se fera pour vous ».

On ne leur fait pas dire. Si les JC attendent quelque chose de Marchais, ils risquent d'être déçus !



Afrique du Sud

Le chantage du gouvernement sud-africain

Nelson Mandela et Walter Sisulu, deux des principaux dirigeants de l'ANC (Congrès national africain) actuellement incarcérés, refusent d'être libérés sous condition par le gouvernement sud-africain. Nelson Mandela, emprisonné depuis 1962 et condamné à perpétuité, reste l'un des principaux dirigeants de l'ANC, le plus important mouvement nationaliste anti-Apartheid. Les deux militants refusent les mesures conditionnelles de grâce qui leur sont proposées, à savoir rallier définitivement le Bantoustan noir du Transkei.

L'avocat de Nelson Mandela a déclaré que le leader de l'ANC « ne séjournera à aucun prix dans un Bantoustan. S'il est frappé d'une mesure d'assignation à résidence dans un foyer tribal, il gagnera Johannesburg sur-le-champ ».

Le gouvernement raciste sud-africain voudrait bien paraître un peu moins répressif qu'il ne l'est. Il voudrait bien aussi donner un peu de consistance aux Bantoustans, ces réserves pour Noirs qu'il voudrait faire passer pour des Etats indépendants. Au point de proposer au leader nationaliste ce chantage odieux : ou il accepte de cautionner d'une certaine façon la politique des Bantoustans, ou il reste en prison. Un chantage qui ne déconsidère que ceux qui le font.

S.H.

EN MER... C'EST LA LOI DE LA JUNGLE

● Le mitraillage et le canonnage à coup d'obus non explosifs (heureusement !) du chalutier basque-espagnol *Valle-de-Achondo* par un Aviso français est l'illustration absurde et démesurée de l'acuité du conflit qui oppose pêcheurs espagnols (basques principalement) et français, soutenus par les autorités maritimes respectives des deux pays.

Ce conflit n'est pas nouveau. Il est né avec la proclamation par la France, en 1976, de la « zone économique des 200 milles nautiques » (environ 370 kilomètres) au large de ses côtes, dans laquelle elle prétend monopoliser le droit de pêche ou le réglementer pour les étrangers. La France n'a fait là que ce qu'ont fait tous les pays, Espagne incluse. Mais les pêcheurs espagnols, qui se rendaient « depuis toujours » dans le golfe de Gascogne, ne peuvent plus le faire aussi facilement qu'avant. La France n'accorde qu'un nombre limité de licences. Et les pêcheurs Espagnols refusent d'admettre cette limitation.

D'où un nombre ahurissant de conflits, de saisies de bateaux fraudeurs, d'amendes. Les deux bateaux arraisonnés par la flotte de guerre française étaient des archi-récidivistes : le *Burgao-Mendi* en était à sa 27^e amende et le *Valle-de-Achondo* à sa 37^e !

Depuis quelques années la situation s'est aggravée. Ainsi en mars 1980 le port français d'Hendaye était bloqué durant quatre jours par des pêcheurs basques-espagnols protestant contre les nombreux arraisonnements dus à une vedette française. En juin 1980 on signalait la présence d'un petit navire de guerre espagnol, le patrouilleur *Cadorso*, à l'intérieur même de la zone des 200 milles, protégeant les pêcheurs basques-espagnols sans licence !

Des conflits directs entre pêcheurs sont innombrables. Les pêcheurs français se plaignent des attaques dont ils sont victimes de la part des Espagnols, dont les navires les abordent volontairement. Les plaintes ne cessent d'affluer de la part des pêcheurs de Bretagne, d'Arcachon, de Bayonne, de La Rochelle, durant toutes les années 1982 et 1983. En avril 1983 le patron d'un chalutier de Lorient a tiré au fusil sur un bateau espagnol. En septembre de la même année, le patron d'un chalutier concarquois a blessé un patron espagnol avec un fusil de chasse. Des combats se déroulent même au sud de l'Irlande. Un chalutier de Concarneau a subi des dégâts importants. En juillet 1983 un agent des affaires maritimes qui inspectait un chalutier de Bilbao était jeté à la mer... Bref, c'est l'exaspération entre les pêcheurs des deux pays. S'il n'y avait qu'eux, la France et l'Espagne seraient en guerre.

Mais on aurait tort de croire que de tels conflits n'existent qu'entre ces deux nations. Rappelons la « guerre de la morue » en 1972-1973, lorsque l'Islande a élargi sa zone de pêche et que la Grande-Bretagne envoya trois frégates de la marine royale pour protéger les chalutiers de Sa Majesté. En 1979 des langoustiers bretons étaient arraisonnés et condamnés à des amendes par les Anglais, pour pêche avec un maillage trop fin. Dans les années 1952-1953, le Chili et le Pérou saisirent des thoniers des USA, ainsi qu'une partie de la flotte de pêche d'Onassis (qui dut payer 3 millions de dollars). Au large des côtes d'Afrique les fraudes sont innombrables. Les garde-côtes marocains tirent souvent à la mitrailleuse sur les pêcheurs espagnols. L'Etat indépendant de l'archipel des Seychelles s'en est pris à des chalutiers japonais. Certes on ne se bat pas partout où l'on pêche, mais les conflits sont innombrables.



Le chalutier *Valle-de-Achondo*, l'un des deux bateaux espagnols arraisonnés par la marine française (Ph.AFP)

L'épuisement des fonds marins

La raison sans doute fondamentale de cette montée des conflits, c'est la raréfaction du poisson due à une pêche trop intensive et anarchique durant plusieurs années.

Au lendemain de la dernière guerre, on pêchait sur toutes les mers et les océans du monde environ 20 millions de tonnes de poissons. En 1955 on en était à 28 millions, une augmentation encore modérée. Mais à partir des années 1960, certains pays se sont lancés dans une industrialisation de la pêche jamais vue auparavant. Ce furent tout particulièrement l'URSS (essayant par la pêche de compenser un élevage déficitaire) et le Japon, rejoints bientôt par d'autres pays. Des navires-usines se sont installés à demeure sur les lieux de pêche sillonnés par de petits navires, aidés par des hydravions ou des hélicoptères repérant les bancs de poissons. La taille des chaluts a augmenté. Ils descendent jusqu'au fond de l'eau et ratisent tout sur leur passage, non seulement les poissons, mais aussi une partie de la flore, rendant difficile la reproduction.

La production a fait un bond énorme : elle atteint 75 millions de tonnes aujourd'hui. Mais depuis quelques années, malgré les progrès techniques qui continuent, elle stagne à ce chiffre. On a atteint et sans doute dépassé le seuil où les principales espèces pêchées se reproduisent aussi vite qu'on les capture.

Le résultat, c'est que naguère un chalutier français ramenait fréquemment au port 150 à 200 tonnes de poisson par voyage, alors qu'aujourd'hui les 100 tonnes sont rarement atteintes. Et c'est un problème général. De plus le poids moyen de chaque poisson diminue : les jeunes n'ont plus le temps de grossir. Dans l'Atlantique tropical, le poids moyen des thons albacores débarqués à Pointe-Noire (Congo) était de 21 kilos en 1969 et de 11 kilos seulement en 1971.

C'est pourquoi certains Etats ont commencé à prendre des mesures de protection, en imposant des quotas, en interdisant de pêcher certaines espèces à certaines époques, etc.

Mais ces limitations, où les imposer, puisque la « mer est à tout le monde ? » Elle l'était, mais justement elle l'est de moins en moins.

Les frontières déplacent les bornes...

Autrefois la souveraineté des Etats s'exerçait jusqu'à une portée

de canon de leurs côtes. Puis elle a été portée à 12 milles marins (environ 21 kilomètres).

Depuis quelques années est apparue la « zone économique des 200 milles » (370 kilomètres). Ce sont les Etats latino-américains riverains du Pacifique Sud, Chili, Pérou et Equateur, qui ont lancé le mouvement il y a une trentaine d'années. Il existe en effet au large des côtes de ces pays un courant froid situé à un peu moins de 200 milles des côtes, qui remonte des profondeurs et qui entraîne une grande richesse en poissons.

Pour s'assurer le contrôle de ces richesses, ces trois Etats décrétaient unilatéralement en 1951 leur « souveraineté économique » jusqu'à 200 milles de leurs côtes. Cette mesure était à l'origine destinée à lutter en particulier contre les pêcheurs des USA.

Dans un premier temps, les grandes puissances se sont opposées à cette réglementation. Mais un grand nombre d'Etats du Tiers Monde ont emboîté le pas. En 1975 plus de quatre-vingt-dix pays avaient reculé leurs limites de pêche. Et aujourd'hui l'adoption de la zone des 200 milles est quasi générale. Dans l'ensemble, la zone des 200 milles recouvre à peu près les plateaux continentaux où vivent les neuf dixièmes des poissons. C'est là aussi qu'on trouve ou qu'on espère trouver l'essentiel des ressources de pétrole « offshore »...

Ce mouvement d'extension des limites des frontières maritimes, qui a commencé comme une lutte de certains pays sous-développés, n'a pas empêché les pays industriels de se tailler ou de conserver la part du lion dans le secteur de la pêche. Ainsi lorsque les USA en 1977 ont à leur tour décidé d'étendre leurs limites aux 200 milles — non seulement autour des USA, mais autour de leurs dépendances (Alaska, Hawaï, Porto-Rico) — ils ont ainsi pris le contrôle de 10 % des ressources vivantes de l'océan mondial. La France, avec son demi-million de kilomètres carrés de superficie continentale, contrôle,

grâce à ses possessions coloniales, un domaine maritime de près de 11 millions de km². Un simple îlot dans le Pacifique ou l'océan Indien permet d'exercer le contrôle sur un cercle de près de 750 kilomètres de diamètre !

Ainsi on peut dire que la plupart des Etats industriels n'ont pas été lésés par cette extension aux 200 milles. Les seuls à y avoir vraiment perdu sont l'URSS, dépourvue de façades maritimes en mers libres de glace, et le Japon, limité à son archipel. Et il s'agit des deux plus gros pêcheurs du monde, justement (plus du quart de la production mondiale à eux deux).

Mais surtout les Etats industriels ont d'autres moyens pour imposer leur loi. Les pays sous-développés en effet sont souvent hors d'état d'exploiter leur propres ressources maritimes. La zone des 200 milles leur permet simplement de frapper d'une taxe les pêcheurs étrangers. D'ailleurs bien souvent le contrôle de leur zone leur est difficile, voire impossible.

Dans certaines zones très poissonneuses, au large de pays au statut mal défini ou contesté — Sahara Occidental, Namibie — la violation des interdictions de pêche est monnaie courante.

Ajoutons pour finir qu'on peut souvent faire immatriculer un navire de pêche dans un autre pays, comme un vulgaire pavillon de complaisance. C'est ainsi que des chalutiers coréens opèrent sous pavillon marocain, que des navires panaméens sont en réalité financés par l'Afrique du Sud, etc.

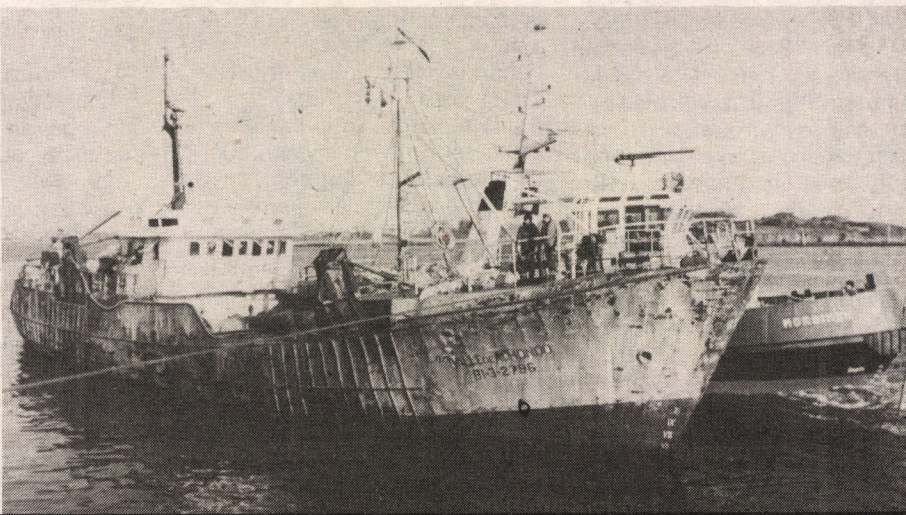
Quant aux Français qui se plaignent des illégalités commises par les pêcheurs espagnols au large des côtes françaises, ils vont, eux, le plus légalement du monde pêcher au large des Etats francophones d'Afrique, où Abidjan est leur principale base de pêche...

En quelques décennies, les Etats nationaux qui s'étaient déjà partagé les continents se sont partagé les mers et les océans au voisinage des côtes. Demain sans doute ce partage s'étendra au centre même des masses océaniques, lorsque leur exploitation commencera à devenir rentable.

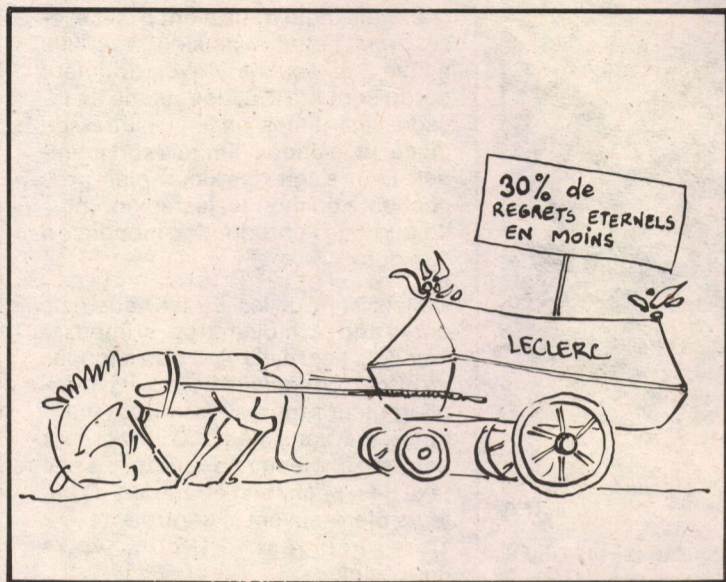
Mais ce partage ne respecte en rien ni les intérêts des peuples, ni la préservation des fonds marins de l'épuisement. Au lieu de fonder les règlements de pêche sur des critères scientifiques, on se livre à de laborieux marchandages entre Etats, et les fraudes sont universellement répandues. Avec le régime capitaliste, avec l'existence des Etats nationaux, il ne saurait en être autrement.

Il faudra bien un jour débarasser la Terre des frontières. La mer aussi.

André Victor



Discount sur les corbillards



Michel Leclerc, le frère d'Edouard, s'attaque à une nouvelle féodalité des affaires, un nouveau monopole qu'il veut briser : celui des Pompes Funèbres Générales. Il propose des funérailles 30 à 50 % moins cher !

Ce faisant, il contrevient à la loi du 28 décembre 1904 qui veut que les communes aient le monopole du « service extérieur » (cercueil, corbillard, porteurs et inhumation). Elles peuvent l'exercer directement en créant une « règle municipale » ou le concéder à une société privée, qui bénéficie alors de l'exclusivité. C'est ainsi que les Pompes Funèbres Générales et ses nombreuses filiales contrôlent 70 à 80 % du marché.

On ne va pas pleurer sur la maison Borniol, mais on ne va pas se précipiter non plus chez Leclerc pour en profiter !

Clochemerle

Droite et gauche se sont affrontées durement au Conseil municipal d'Orléans. L'enjeu de la bataille : les noms d'évêques dont on va baptiser des rues.

Les conseillers municipaux socialistes proposaient le nom de Guy-Marie Riobé, évêque d'Orléans de 1963 à 1978. La droite, majoritaire, n'en a pas voulu, préférant un évêque allemand de Munster, ville jumelée avec Orléans.

Il faut dire que monseigneur Riobé avait connu une fin un tantinet scandaleuse : son corps dénudé fut découvert sur une plage de Camargue !

Mais cela n'autorisait pas le maire de droite à blasphémer ainsi contre l'extrême-gauche : « A mon avis, l'ancien évêque d'Orléans a confondu l'Eglise catholique avec la Ligue Communiste Révolutionnaire » !

Un gros trou très cher

Les entreprises nationalisées ont perdu 16 milliards de francs en 1983. Depuis 1981, en trois ans, le total des pertes s'élève à 47,6 milliards.

Quant à leurs dettes, elles ont fait un bond en avant, passant de 63 milliards en 1982 à 84 milliards en 1983.

Le gouvernement voudrait rétablir les comptes des nationalisées d'ici à 1985. A moins de tout revendre au privé, on ne voit pas comment il pourra y arriver ! En tout cas le patronat privé, qui possédait il n'y a pas si longtemps Péchiney, Thomson et autre Saint-Gobain, doit soupirer d'aise : voilà les pertes et les dettes auxquelles il a échappé. Et par-dessus le marché, l'Etat (les contribuables !) a racheté toutes ces entreprises déficitaires et continue à payer aux anciens actionnaires.

L'Etat a fait pour le secteur nationalisé des investissements considérables : plus de 25 mil-

liards en 1982, près de 30 milliards en 1983. Investissements qui se traduisent par une rationalisation, comme on dit, c'est-à-dire par des gains de productivité et un chômage accru. Et dans une certaine mesure par des commandes à l'industrie privée.

Car, par tous les moyens, le secteur nationalisé contribue à soutenir le secteur privé : commandes, tarifs de faveur (SNCF, EDF), etc.

Mais malgré tous ces efforts, le secteur privé n'investit guère. Il empoche le pognon, ne dit même pas merci, et achète des dollars ou des francs suisses.

Aussi l'Etat multiplie-t-il maintenant les appels aux petites et moyennes entreprises pour relancer la production.

D'où des facilités pour les PMI. Après avoir « arrosé » les gros, on « arrose » maintenant les petits.

On ne réalise pas toujours, quand on est ouvrier, le nombre de patrons que l'on a à nourrir !

Samedi rien :

Dieu s'étant reposé le septième jour, les Juifs religieux, on le sait, n'ont pas le droit de travailler le jour du sabbat. Cette interdiction s'étend à l'action d'allumer ou d'éteindre l'électricité, d'aller au café ou au cinéma. Dieu, une fois le monde créé, a peut-être été boire un petit verre. Mais les rabbins interdisent cette facilité aux humains.

Des municipalités israéliennes, lassées de l'ennui sabbatique, ont donc décidé d'ouvrir des cinémas le samedi. Et par ailleurs, il existe des cafés qui sont ouverts.

Le ministre « de l'Intérieur et des Affaires religieuses » (c'est le même poste !) a tonné : « Hollywood ne vaincra pas le sabbat ». Et des fanatiques ont attaqué des cafés ouverts dans la banlieue de Tel Aviv (apparemment, la bagarre n'est pas considérée comme un travail), sous la direction d'un rabbin musclé qui a déclaré : « Il n'y a qu'une loi, la loi divine, elle l'emporte sur toutes les autres ». C'est normal, évidemment, pour une loi divine, mis à part que dieu n'a jamais dit rien de précis, à notre connaissance, sur les débits de boissons.

On en est là. Les laïcs juifs redoutent une montée du « khomeinisme juif » et se désolent pour leurs cafés et leurs cinémas du week-end.

Intermarché écrase les pris

En effet, ceux qui se faisaient pincer à chaparder dans un Intermarché du Mans étaient soumis au chantage suivant de la part du directeur : ou bien être conduits au commissariat, ou bien payer dix fois la valeur du produit dérobé. La plupart des voleurs acceptaient de payer. Mais une étudiante, sommée de déboursier 1.600 F pour une jupe de 160 F, a porté plainte. Et c'est le directeur qui s'est retrouvé avec des menottes, en train de gémir sur l'injustice du sort. Il était sûr de son bon droit, en volant des voleurs !

Il ignorait que dans la société capitaliste, ce qui est légal c'est de voler les employés et de voler les clients. Cela ne lui suffisait pas ?

Ça varie

Une nouvelle guerre scolaire a failli éclater. Nous y avons échappé de peu : Savary avait annoncé qu'il envisageait la suppression des mentions au baccalauréat (Assez Bien, Bien, Très Bien) et aussitôt la Société des Agrégés et Le Figaro ont protesté énergiquement contre ce nouveau nivellement de l'éducation. Mais Mitterrand, partisan des mentions, a imposé son point de vue, et Savary a retiré son projet.

Ce n'est tout de même pas le moment de provoquer un défilé des agrégés dans les rues de la capitale !

Deniers occultes : le Vatican l'a dans le culte

L'Institut pour les Oeuvres de la Religion (IOR), c'est-à-dire la banque du Vatican vient de parvenir à un accord avec un consortium de banques et organismes financiers créanciers du Banco Ambrosiano. L'IOR leur verserait 250 millions de dollars.

Pourquoi la banque vaticane paierait-elle pour rembourser les dettes du Banco Ambrosiano, alors qu'elle a toujours prétendu n'être absolument pour rien dans ses affaires ? Et surtout dans la banqueroute dudit Ambrosiano dont on a retrouvé le directeur Roberto Calvi pendu sous le pont des Blackfriars, les « Pénitents Noirs » (ah ! l'humour anglais !), à Londres en juin 1982.

Dieu seul le sait. Mais comme il était question que la justice l'apprenne également, le Vatican a préféré déboursier ce quart de milliard de dollars. Dieu lui

rendra sûrement ce geste charitable au centuple.

Mais l'affaire n'est pas finie : il reste maintenant à régler le problème des dettes de l'Ambrosiano en Italie même. Seigneur, n'aurez-vous point pitié du pauvre banquier ?

Le Vatican risque d'être obligé de s'incliner à nouveau : en effet l'IOR bénéficie du privilège d'avoir le statut d'une banque italienne, et en même temps d'une banque étrangère qui échappe au contrôle des changes. Cela permet de fructueuses opérations, dont certaines échappent au fisc italien. Mais ce privilège, si le seigneur et surtout l'Etat italien l'a donné, il peut aussi le reprendre...

Alors le Vatican risque de devoir payer à nouveau pour les péchés des autres. Mais n'est-ce pas sa vocation ?

A.V.



La banque vaticane est un des piliers de l'Eglise

(Ph.AFP)

Chers lecteurs

La rubrique « Loisirs » du quotidien Le Figaro du 13 mars ne manque pas d'intérêt.

On y annonce d'abord la naissance du 1751^e hôtel de la chaîne « Holiday Inn » qui ouvrira ses portes et ses 154 chambres à l'aéroport de Nice en avril prochain. Le P-DG de la chaîne aime recevoir des hommes d'affaires et leur offre des lits de deux mètres sur deux... pour mieux dicter leur courrier, nous dit-on !

Le Figaro annonce aussi la

naissance d'un nouveau « Davidoff ». Disons pour les non-initiés qu'il s'agit d'un cigare de qualité... et de prix. Ce long « corona » de 15,5 cm de long pour 1,7 cm de diamètre est d'une « extraordinaire saveur capiteuse et parfumée », et il coûte 451 F en étui de 5, soit 90,20 F pièce.

Soit plus de deux jours d'indemnités de chômage pour les sans-travail indemnisés à 40 F par jour.

Elles seront peut-être officiers de C.R.S.

Des femmes de fer



Grâce au ministre de l'Intérieur Defferre, nous annonçons France-Soir du mardi 13 mars, les femmes « pourront choisir leur corps »...

Il s'agit évidemment des corps très spéciaux de la police : polices urbaines, police de l'air et des frontières, compagnies républicaines de sécurité.

A en juger par la photo de France-Soir, on n'est pas convaincu des vertus de la nouvelle promotion socialiste !

Marchandages syndicaux autour des 35 heures

Lundi 12 mars, le syndicat des métallistes ouest-allemands, l'IG Metall, a demandé aux travailleurs de 13 usines de la ville de Gelsenkirchen, au cœur de la Ruhr, d'embaucher à 8 heures du matin au lieu de 6 heures. Il s'agissait d'amorcer une série de débrayages prévus dans la métallurgie et dans l'imprimerie pour appuyer les appareils syndicaux dans leurs négociations avec le patronat sur la réduction du temps de travail, les 35 heures sans perte de salaire.

La revendication est radicale, mais elle n'est pas nouvelle ! En 1978, la confédération des syndicats allemands (DGB) l'avait inscrite officiellement dans son programme. Des travailleurs de la sidérurgie avaient alors fait grève sans succès pour cette revendication.

Aujourd'hui, la confédération orne à nouveau sa panoplie des 35 heures. La convention collective qui fixait la durée légale du travail à 40 heures est arrivée à expiration le 1^{er} janvier dernier et, en conséquence, les négociations sont ouvertes entre le patronat et les syndicats sur la question, parallèlement à celles qui se déroulent actuellement, comme chaque année, sur l'évolution des salaires. Le tout, dans le même cadre très officiel d'une concertation huilée qui vise à empêcher ou limiter le plus possible les grèves.

Au cours des deux mois écoulés, les syndicats ont respecté « l'obligation de paix sociale » qui leur interdisait de faire grève. Maintenant que le délai légal est écoulé et la négociation n'ayant pas abouti, les syndicats sont



Métallistes en lutte pour les 35 heures.

autorisés à appeler à des « grèves d'avertissement » — en réalité des arrêts de travail de quelques heures. Ils le font donc. En même temps, les syndicats peuvent organiser un vote parmi leurs adhérents sur la nécessité d'une grève.

Ils sont autorisés — par leurs statuts — à la déclencher seulement si 75 % des syndiqués répondent par l'affirmative. C'est la procédure que respecte religieusement l'IG Metall. Un de ses dirigeants insiste : « Nous cherchons la solution à la table des négociations. (...) Si nous n'étions pas prêts aux compromis, nous ne négocierions pas, nous écririons une lettre aux employeurs les menaçant de grève ». Il affirme cependant que son syndicat est prêt pour une grève éventuelle, que la

caisse de grève est pleine.

Il est difficile de savoir quelle est la part de vérité, et celle du bluff des professionnels de la négociation. Ce qui est certain, c'est que le bluff ne s'exerce pas tant à l'égard des patrons qu'à l'égard des travailleurs.

Ces trois dernières années, les négociations salariales se sont soldées par des augmentations inférieures à celle de l'indice des prix. Dans la négociation sur le temps de travail, les syndicats ouest-allemands trouvent matière à se montrer un peu plus radicaux... en paroles.

Mais sur la question des 35 heures, le patronat sera-t-il plus généreux ? Les patrons donnent déjà les 35 heures à un certain nombre de travailleurs... mis en chômage partiel (il y en avait 1,1 million il y a un an et la situation ne s'est

pas améliorée), avec perte de salaire évidemment.

Du côté du gouvernement, on n'est guère plus tendre. Le chancelier Kohl a qualifié la revendication syndicale d'« idiote » et de « stupide », tandis que le ministre du Travail a sorti un projet de loi sur les pré-retraites à 58 ans qui pourrait être objet de marchandages et faire renoncer certains dirigeants syndicaux à la revendication des 35 heures.

Bref, ça négocie, c'était programmé ! Reste à savoir l'opinion des travailleurs et ce qu'ils sont prêts à faire. Un sondage indique qu'un tiers seulement serait partant pour une lutte en faveur des 35 heures sans diminution de salaire. Les meilleurs sondages, probablement, seront les mouvements entamés.

Jean SANDAY

ITALIE

Avant la manifestation du 24 mars

La majorité (communiste) de la centrale syndicale italienne CGIL a décidé d'appeler à une manifestation centrale à Rome le 24 mars prochain, contre le décret-loi de révision de l'échelle mobile pris par le gouvernement Craxi il y a un mois.

En fait, le lendemain du décret, des mouvements de grève et des manifestations se sont produits dans toute l'Italie, contre cette nouvelle attaque contre l'échelle mobile. Un grand nombre d'assemblées ouvrières et de réunions de « conseils d'usines » ont protesté contre le décret. L'appel à la manifestation du 24 mars a été lancé par un certain nombre de ces conseils d'usines. La CGIL s'y est ralliée ensuite, mais pas les autres, et cet appel entérine ainsi une rupture de l'unité syndicale en Italie.

Depuis 1972 en effet, les syndicats italiens sont réunis au sein d'une « fédération des confédérations » qui était censée, lors de sa fondation, être le premier pas vers une complète unité syndicale. Le principal syndicat en est la CGIL, la CGT italienne, au sein de laquelle le PCI est majoritaire à 60 % environ, et le PSI minoritaire à environ 30 %. Les deux autres syndicats sont la CISL, liée à la gauche démocrate-chrétienne, et l'UIL liée au Parti Social-Démocrate PSDI. Les trois syndicats ont réussi jusqu'à présent à sauvegarder l'unité au sommet, notamment lors de la signature des principaux accords avec le gouvernement, signés côté syndical par la direction unitaire.

Les choses sont devenues plus difficiles ces dernières années, notamment depuis que le Parti Socialiste s'est engagé de plus en plus résolument au gouvernement, alors que le Parti Communiste, lui, était

rejeté dans l'opposition ; le 14 février dernier, la majorité PCI de la CGIL s'est refusée à donner son aval au plan gouvernemental de « lutte contre l'inflation », alors que l'UIL et la CISL l'approuvaient. C'est à la suite de cela que Craxi a décidé de promulguer son plan par décret-loi, donc de façon autoritaire et non de façon contractuelle.

Il est évident que la CISL et l'UIL, qui sont liées à des partis au gouvernement, ont de bonnes raisons d'approuver la politique de celui-ci.

La majorité de la CGIL, liée au PCI, est beaucoup moins encline à le faire. D'autant plus que, représentant les secteurs ouvriers les plus combattifs, c'est elle qui se déconsidérerait le plus auprès de sa base.

Sans doute, la CGIL a déjà signé les précédents « accords » comportant des attaques envers l'échelle mobile. Mais signer celui-là, ce serait de la part du PCI faire un beau cadeau à Craxi qui veut justement démontrer sa capacité à gouverner sans l'appui du PCI. D'autre part, le mécontentement ouvrier contre le décret Craxi semble important. Et le PCI cherche à s'en servir pour montrer qu'il est le seul vrai défenseur des travailleurs.

Ni pour le PCI, ni pour la CGIL, il n'est vraiment question d'organiser la lutte pour faire reculer Craxi. Si c'était le cas, ce ne serait pas le 24 mars, mais au lendemain même du décret Craxi, pris le 14 février dernier, qu'ils auraient appelé non seulement à manifester,

mais à préparer la grève générale. Pour eux, il s'agit surtout de tenter de profiter de l'occasion pour s'affirmer, dans la concurrence entre partis et entre boutiques syndicales.

A cela s'ajoute peut-être un autre souci de la part des dirigeants de la CGIL : la crainte que, s'ils ne prenaient pas position contre le décret Craxi et pour la manifestation nationale, le mécontentement ouvrier ne commence à s'organiser de façon autonome, voire leur échappe. Dans quelle

mesure ce risque existe, c'est ce qu'il est malaisé de mesurer. Mais les prises de position des « conseils d'usines » semblent indiquer que des travailleurs, voire des militants syndicaux, n'attendent pas les consignes des directions pour se prononcer.

Il faut dire que ces « conseils d'usines », tout en étant en principe des organismes syndicaux, sont aussi, ne serait-ce que par le nombre important de délégués qu'ils comportent, des organismes relativement

démocratiques. Ils constituent un canal par lequel les revendications ouvrières peuvent s'exprimer d'une façon qui n'est pas toujours étroitement contrôlée par les sommets syndicaux.

De la part de la CGIL, il est sans doute nécessaire de se mettre à la tête du courant de protestation, ne serait-ce que pour en avoir le contrôle. Le déroulement de la manifestation du 24 mars montrera si son calcul est juste.

André FRY

Le « décret Craxi » contre l'échelle mobile

Depuis le mois d'août dernier, le gouvernement en place à Rome est dirigé par Bettino Craxi, chef du Parti Socialiste Italien. Bien que la coalition parlementaire qu'il dirige soit à peu de choses près la même que pour les gouvernements qui l'ont précédé depuis plusieurs années, le fait qu'un socialiste, et non plus un démocrate-chrétien, soit président du Conseil est une « nouveauté », à peu près le summum du changement politique que puisse produire le système parlementaire. C'est tout dire.

Craxi a maintenant besoin de démontrer à la bourgeoisie italienne l'utilité qu'il y a à placer un socialiste à la tête du gouvernement. Il cherche à se montrer plus efficace, plus déterminé que ses prédé-

cesseurs démocrates-chrétiens dans l'application d'une politique qui, comme on pouvait s'y attendre, est placée sous le signe de l'austérité.

Encore une fois, c'est la « scala mobile », l'échelle mobile des salaires, qui est au centre des attaques. Les gouvernements précédents ont déjà obtenu, par des négociations avec les organisations syndicales, une diminution de l'indexation des salaires sur les prix. En janvier 1983, le précédent gouvernement de Spadolini avait obtenu la signature d'un « pacte social » qui prévoyait que la hausse des prix, au lieu d'être automatiquement compensée à 75 % par la hausse des salaires, ne serait compensée qu'à 65 %.

Bettino Craxi a fait plus et

mieux. Les négociations avec les syndicats et notamment avec la CGIL — la CGT italienne — traînant en longueur, il a décidé de prendre autoritairement, par décret-loi, une nouvelle mesure de limitation de l'incidence de l'échelle mobile. Ce décret-loi, pris le 15 février dernier, revient à réduire encore de 25 % l'indemnisation de la hausse des prix par l'échelle mobile. Celle-ci compense désormais moins de 50 % de la baisse de pouvoir d'achat due à l'inflation. A lui seul, le « décret Craxi » devrait se traduire pour les salariés par un manque à gagner de quelque 220 000 lires (1.100 F) en 1984.

Grâce à ce « socialiste », la liquidation progressive de l'échelle mobile réclamée par le patronat italien aura pris une bonne avance.

Le 12 mars, pour la première fois depuis dix ans, les mineurs britanniques ont entamé une grève nationale illimitée contre les nouveaux projets de fermeture de puits annoncés par le gouvernement Thatcher.

A l'heure où nous écrivons, selon les propres chiffres du NCB (les Charbonnages britanniques), 110 000 mineurs (sur les 184 000 salariés des mines) sont en grève, paralysant 104 des 174 mines du pays. Dans les trois régions les plus touchées par les menaces de licenciement, le Yorkshire, l'Ecosse et le pays de Galles, la grève a été totale dès

le premier jour. Tandis que dans d'autres régions, une partie des puits seulement s'est mise en grève, de façon plus ou moins spontanée, en attendant que les responsables régionaux du NUM, le syndicat des mineurs, achèvent les consultations puits par puits qui doivent se terminer au plus tard dans la journée du 16. Déjà, renouant avec une tactique éprouvée lors des grèves nationales de 1972 et de 1974, des « piquets de grève volants » se sont mis à sillonner les régions minières en car ou en camion pour inciter les mineurs encore hésitants à se joindre au mouvement.

Les dirigeants syndicaux ne font pas preuve d'enthousiasme

Depuis le début 1983, les mouvements contre les fermetures de puits n'ont pas manqué. En février 1983, les 26 000 mineurs du sud du pays de Galles s'étaient mis en grève en riposte à la décision, annoncée au dernier moment, de fermer un puits de Lewis Merthyr. En guise de soutien, la direction du NUM, le syndicat des mineurs, avait alors organisé un vote national à bulletin secret, mélangeant délibérément les voix des secteurs menacés et de ceux qui ne l'étaient pas. Du coup, après une semaine de grève, la direction du NUM avait appelé les mineurs gallois à la reprise, en arguant du fait que le vote n'avait donné que 40 % en faveur d'une grève nationale !

Cette reculade de la direction du NUM, qui faisait ainsi la preuve de son peu de volonté de combattre, a suscité bien des rancœurs, non seulement au pays de Galles, mais dans d'autres régions durement touchées, comme l'Ecosse en particulier. Depuis, de nombreuses grèves se sont déroulées, mais toujours en ordre dispersé, puits par puits.

Au début de cette année, les choses ont un peu changé avec une série de grèves qui ont affecté six mines menacées de fermeture en Ecosse. Cette fois-ci, les grévistes se sont tournés vers les dirigeants du NUM, exigeant d'eux qu'ils préparent un mouvement national. C'est ainsi que lors d'une réunion du NUM, à la mi-février, Arthur Scargill, président du NUM et par ailleurs dirigeant du Parti Communiste Anglais, s'est fait vertement chahuter par une délégation d'une centaine de grévistes de la mine écossaise de Polmaise.

Les mineurs du Yorkshire prennent l'initiative

Mais c'est finalement d'une mine du Yorkshire



(Ph.AFP)

que le mouvement actuel est parti. Le 1^{er} mars, le NCB annonçait la fermeture de la mine de Cortonwood pour le 6 avril, une mine dont il avait assuré l'an dernier qu'elle devait rester en activité jusqu'en 1989... Aussitôt, les mineurs concernés se sont mis en grève, et les délégations sont parties faire le tour des 53 mines de la région. Dès le 5 mars, près de 30 000 mineurs du Yorkshire (sur 56 000) étaient en grève. Et c'est ce moment-là que le NCB a choisi pour rendre publics ses plans pour 1984 : 21 000 emplois en moins, comme en 1983 !

C'est en réponse à cette véritable provocation que les dirigeants du NUM se sont finalement résolus à lancer, non pas un mot d'ordre de grève, mais une « recommandation » aux dirigeants régionaux, les incitant à se joindre au mouvement lancé par les mineurs du Yorkshire à partir du 12 mars. La réponse qu'ont réservée les mineurs à cette « recommandation » peu enthousiaste est néanmoins éloquentes quant à leur volonté de se battre : cette fois-ci nul ne pourra prétendre que ce sont les mineurs qui manquent de combativité !

Des conditions de lutte difficiles

Et pourtant, les conditions dans lesquelles s'engage le mouvement sont loin d'être idéales

pour les grévistes. On arrive en effet à la fin de la saison froide, et la demande domestique de charbon va aller en diminuant. Par ailleurs la multiplication des mouvements isolés dans les mines a incité le NCB à prendre ses précautions : il a ostensiblement constitué des réserves, en particulier pour les centrales thermiques, qui ont été stockées loin des puits (pour éviter que les mineurs les immobilisent, comme en 1974) et qui se monteraient à 24 millions de tonnes, l'équivalent de 3 mois de production.

Enfin, autre circonstance défavorable, le fait que depuis quatre mois les mineurs ont observé dans tout le pays une grève des heures supplémentaires. Comme les heures supplémentaires représentaient en moyenne 20 à 25 % du salaire ouvrier moyen, cela signifie que la situation financière des grévistes est d'emblée difficile.

Le gouvernement Thatcher fait des concessions inattendues

Quoi qu'il en soit, le gouvernement Thatcher a surpris tout le monde en annonçant de nouvelles indemnités pour les mineurs qui perdraient leur emploi. Après avoir déclaré bruyamment que le gouvernement ne se

mêlerait pas du conflit, le ministre de l'Energie a repris la parole trois jours après le début du mouvement dans le Yorkshire, en fixant dorénavant à 12.000 F par année d'ancienneté le montant de l'indemnité de départ pour les moins de 50 ans. Suivant l'ancienneté, cela signifie une prime de 3 à 10 fois plus importante que dans l'ancien système.

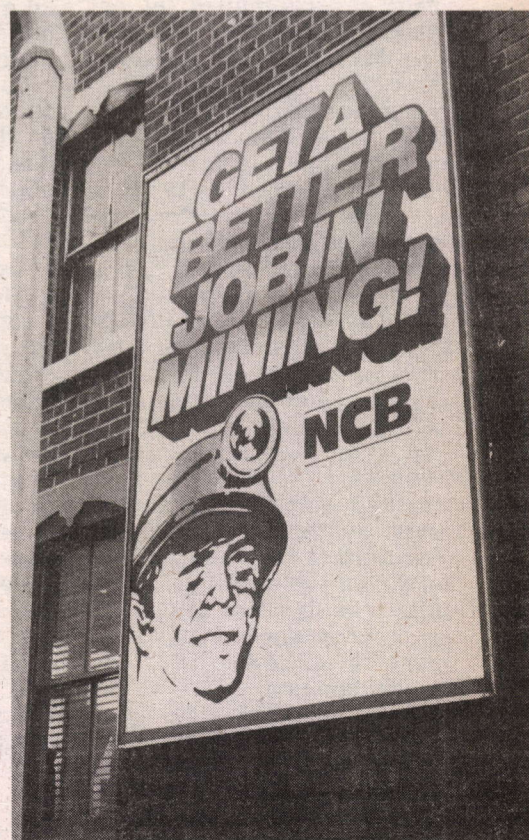
Si le gouvernement Thatcher comptait sur cette proposition inattendue pour éviter l'extension du mouvement, il faut bien constater qu'il n'en a rien été : sans doute les

mineurs ont-ils estimé, à juste raison, que dans un pays qui compte autour de 3,5 millions de chômeurs, depuis plus de 2 ans, une grosse indemnité de licenciement ne peut remplacer un emploi.

Mais, contre toute attente, le gouvernement ne s'en est pas tenu là. Le 12 mars, alors que 100 000 mineurs étaient déjà en grève, il a annoncé la création d'une indemnité de mutation de 48.000 F pour les mineurs qui seraient mutés à plus de 25 km de chez eux à la suite de la fermeture d'un puits !

Thatcher prête à payer si... elle y gagne

Reste à savoir si l'objectif de Margaret Thatcher, en faisant preuve d'une largesse aussi inhabituelle, surtout face à des ouvriers en grève, était réellement d'empêcher le déclenchement de la grève ou son extension. Après tout, Margaret Thatcher a montré à maintes reprises qu'elle était prête à tenir bon face à des travailleurs en grève, y compris dans des grèves nationales comme celle de la sidérurgie nationalisée en 1980. Mais d'un autre côté,



Quand les houillères britanniques vantent le métier de mineur !

mineurs ons d'emplois



Une grande partie des Charbonnages est laissée à l'abandon

à défaut d'empêcher la grève, elle peut escompter que ses propositions permettront d'écourter le mouvement, en divisant les grévistes, et qu'ainsi les mineurs reprendront rapidement sans avoir rien gagné par la grève.

Cela cadrerait d'ailleurs parfaitement avec la politique qu'a menée Margaret Thatcher au cours de ces derniers mois.

Après s'être violemment affirmée comme une adversaire résolue du « pouvoir syndical » avant son arrivée à la tête du gouvernement, elle s'est toujours abstenue de s'en prendre de front aux positions des bureaucrates syndicaux, tout au moins quand elle n'était pas sûre d'avoir avec elle une partie de l'opinion, y compris une partie de l'opinion ouvrière.

C'est ainsi qu'elle a depuis longtemps dénoncé publiquement le système du « closed-shop » en vigueur dans certains secteurs de l'économie, système qui, en imposant aux salariés l'affiliation automatique à un syndicat, permet aux dirigeants syndicaux d'avoir des effectifs et un pouvoir qui sont souvent sans rapport avec leur activité et leur influence réelles parmi les travailleurs. Mais jamais le gouvernement ne s'est attaqué à ce système dans des secteurs comme l'automobile, la sidérurgie ou les mines. En revanche, il a choisi de s'y attaquer une première fois à l'occasion d'une petite grève

dans l'imprimerie, un secteur que nombre de travailleurs considèrent comme « privilégié » et dans lequel les salariés sont dispersés dans des entreprises de très petite taille. Et une seconde fois dans un secteur très particulier, le quartier général des Communications gouvernementales, qui emploie 8 000 personnes à espionner les communications radio du monde entier, auxquelles le gouvernement a donné le choix soit de démissionner, soit de déchirer leur carte syndicale en échange d'un « dédommagement » de 12.000 F ! Autant dire que, sur ce terrain, le gouvernement Thatcher est prêt à sortir son porte-monnaie, d'autant plus que, dans un cas comme dans l'autre, les dirigeants syndicaux ont purement et simplement capitulé.

Cette tactique est particulièrement avantageuse pour le gouvernement Thatcher, dans la mesure où elle lui permet d'amener les dirigeants syndicaux à se déconsidérer par leur propre couardise tout en évitant d'avoir à affronter de front les travailleurs.

La balle est dans le camp des mineurs

Alors, bien sûr, s'agissant des 184 000 mineurs britanniques, le prix à payer est plus fort. Mais l'enjeu est aussi d'une tout autre importance, puisqu'il s'agit d'un des

secteurs « phares » de la classe ouvrière et d'un des syndicats les plus puissants.

D'ores et déjà, le gouvernement a aligné le bâton à côté de la carotte, en annonçant qu'il demanderait aux tribunaux d'intervenir contre les « piquets de grève volants » : il peut ainsi, en vertu d'une législation récente, faire condamner le NUM à des amendes exorbitantes pour chaque intervention de ces piquets de grève, et cette perspective peut très bien pousser les dirigeants du NUM à capituler, comme l'ont fait avant eux les dirigeants des syndicats de l'imprimerie.

Mais tous ces calculs que peut faire le gouvernement Thatcher font abstraction de l'essentiel, c'est-à-dire de la volonté de lutter des mineurs. Ceux-ci savent déjà par expérience les limites de la résolution de leurs dirigeants, ils peuvent aussi prendre conscience du piège que leur tend le gouvernement et que leur meilleure chance c'est encore d'organiser eux-mêmes leur lutte comme l'ont fait ceux qui ont démarré le mouvement dans le Yorkshire. Et pour toutes ces raisons, et aussi parce que les mineurs disposent d'un prestige suffisant pour pouvoir susciter la solidarité active d'autres secteurs de la classe ouvrière, les grévistes ont encore toutes les chances de leur côté.

François ROULEAU

Une vieille tradition de combativité

En 1926, lors de la plus puissante grève générale qu'ait connue la classe ouvrière britannique, les mineurs avaient constitué le fer de lance du mouvement.

Plus récemment, les grèves nationales des mines de 1972 et de 1974 — qui se sont toutes deux terminées en victoires — ont compté parmi les mouvements les plus importants de l'après-guerre en Grande-Bretagne. Lors de la grève de 1974, la victoire des mineurs entraîna la chute du gouvernement conservateur d'alors et mit fin à une offensive en règle contre le droit de grève qu'avait lancée ce gouvernement.

Ces traditions de combativité et de militantisme des mineurs leur ont donné au fil des décennies un prestige particulier dans la classe ouvrière anglaise. Et ce n'est pas par hasard si, dans une classe ouvrière où l'anti-communisme est aujourd'hui très répandu, les mines restent encore l'un des bastions du Parti Communiste Anglais.

Et pourtant, comme dans tous les vieux pays industrialisés, les mineurs britanniques ont été durement touchés, d'abord par les mutations créées par le pétrole à bon marché de l'après-guerre, puis par le développement de la crise à partir de 1973.

De 700 000 qu'ils étaient en 1958, les mineurs sont passés à 300 000 en 1970, 250 000 en 1980, pour finalement arriver aujourd'hui à un effectif de 184 000. Et les plans de rentabilisation actuellement mis en œuvre pourraient encore se traduire par une diminution de 25 à 50 % des effectifs d'ici la fin de cette décennie.

Conséquence de ces suppressions d'emplois massives, des régions entières, autrefois entièrement vouées au charbon, comme le sud du pays de Galles ou certains secteurs écossais, se sont transformées peu à peu en déserts économiques et connaissent aujourd'hui des taux de chômage records.

Au cours de ces dernières années, la pression du chômage a pesé sur la combativité des mineurs, comme sur celle du reste de la classe ouvrière britannique. Ainsi, en 1982 et en 1983, à trois reprises les partisans d'une grève nationale des mineurs se sont retrouvés en minorité (pas de beaucoup, il est vrai) lors de consultations organisées dans l'ensemble des puits du pays.

Mais, malgré cette pression, les mineurs n'ont cessé de mener d'innombrables batailles contre les suppressions d'emplois, même si cela s'est fait jusqu'à présent en ordre dispersé. Et cela n'est certainement pas le fait du hasard si, en février 1981, la seule menace d'une grève générale des mineurs gallois avait suffi — fait exceptionnel ! — à obtenir du gouvernement Thatcher qu'il renonce à l'application d'un nouveau plan de fermetures de puits. Tout comme d'ailleurs les mesures d'indemnisation annoncées en dernière minute par le gouvernement Thatcher constituent une sorte de reconnaissance de la force dont peuvent disposer les mineurs lorsqu'ils se donnent les moyens de s'en servir !



La grève de 1974. (AFP)

(Ph. AFP)

Les pré-retraites... peau de

Il y a une dizaine d'années, existaient diverses manières pour les travailleurs les plus âgés de quitter leur emploi avant l'âge de la retraite — alors 65 ans.

Grâce aux 90 % pendant un an en cas de licenciement économique, à des indemnités de licenciement d'autant plus importantes qu'ils avaient plus d'ancienneté ou de grade dans l'entreprise, grâce à des systèmes de pré-retraites avantageux, les salariés âgés, même licenciés, pouvaient partir avec des revenus peu ou pas amoindris par rapport aux salaires antérieurs. Ils pouvaient, enfin, quitter les ateliers ou les bureaux sans trop de soucis financiers.

Les « pré-retraites » par exemple (pré-retraite licenciement ou pré-retraite démission de l'UNEDIC) dont l'indemnité était calculée sur la base de 70 % du salaire brut moyen des trois derniers mois équivalaient parfois, avec les indemnités de licenciement ou de départ, aux revenus des dernières années de travail. Certains patrons donnaient même un petit mieux en fin de course, et l'indemnité était augmentée d'autant. Les principaux bénéficiaires de ces divers systèmes furent évidemment les cadres, dont certains prirent une retraite anticipée, à partir de 60 ans, avec des indemnités mensuelles souvent de 15 000 à 25 000 francs, auxquelles venaient se surajouter de belles indemnités de licenciement. A cette époque-là, ils en ont profité, les cadres !

Bref, 90 % en cas de licenciement, pré-retraite de l'UNEDIC généralisée en 1977 à toute démission à partir de 60 ans, indemnités de licenciement, tout un arsenal compliqué assura à beaucoup une retraite anticipée plutôt heureuse.

Mais ce temps-là n'est plus. Les avantages financiers divers et variés ont fondu comme peau de chagrin. Finis les 90 % du salaire pendant un an pour les licenciés économi-

ques. Supprimées les pré-retraites à des taux de 70 % du salaire brut moyen. Supprimé aussi le bénéfice des indemnités de licenciement. Il ne reste plus des divers systèmes de pré-retraite que la « pré-retraite du Fonds National pour l'Emploi », rognée par tous les bouts... Jusques et y compris par les 5,5 % de cotisation de Sécurité sociale désormais prélevés sur ces indemnités.

C'est dans les toutes dernières années que la situation s'est détériorée : avec un décret de novembre 1982 qui diminuait de beaucoup les avantages des retraites anticipées ; avec surtout le remplacement de ces systèmes par la retraite à 60 ans, présentée par la gauche comme une inestimable conquête sociale alors qu'elle offrait en fait aux salariés de 60 ans des conditions de départ bien inférieures à ce que donnaient antérieurement les « pré-retraites démission » de l'UNEDIC.

De 1972 à 1980, tant que la crise ne pesait pas trop lourdement encore, les patrons et le gouvernement avaient aidé au départ des plus âgés. Ils avaient les moyens de payer — avec l'argent des caisses de l'assurance chômage. Cela donnait aux patrons une certaine liberté de manœuvre pour jouer sur les effectifs, et les salariés qui partaient y trouvaient leur compte.

Mais tout cela est du passé. Les patrons continuent à licencier, en particulier les plus âgés. Derrière la complexité de ces différents systèmes, dans de nombreuses entreprises où plusieurs vagues successives de travailleurs sont partis en pré-retraite, les travailleurs peuvent constater, inquiets, chiffres à l'appui, que ceux qui sont partis les premiers l'ont fait dans des conditions bien meilleures que ceux qui partent aujourd'hui. Et probablement bien meilleures que ceux qui partiront demain.



Les différents systèmes de pré-retraites

Des trois systèmes de « pré-retraite » que nous évoquons ci-dessous, — sans avoir la prétention d'en percer tous les mystères ! — deux n'existent plus : la garantie de ressources de l'UNEDIC et les contrats de solidarité. Mais comme le bénéfice des « avantages acquis » a été sauvegardé, des travailleurs partis en pré-retraite avant leur suppression sont encore indemnisés selon d'anciennes manières. Et il est intéressant de souligner la différence !

• La garantie de ressources

Pour les salariés âgés de plus de 60 ans, fut créée en 1972 la « garantie de ressources ».

Un salarié licencié, âgé de plus de 60 ans, pouvait faire une demande auprès de l'UNEDIC pour obtenir une garantie de ressources jusqu'à 65 ans, âge de la retraite. Créée initialement au bénéfice des seuls licenciés (mais le licenciement pouvait parfois être « négocié » avec l'employeur), la garantie de ressources fut étendue en 1977 à tous les démissionnaires. Elle devenait donc une réelle possibilité de retraite anticipée pour tous ceux qui le souhaitaient, dans le secteur privé.

Depuis juillet 1983, la garantie

de ressources a été supprimée à la suite du non-renouvellement de l'accord la concernant et, à cette même date, entré en vigueur l'ordonnance sur la retraite à 60 ans.

DE 70 % DU SALAIRE BRUT A 65 %

Jusqu'en novembre 1982, la pré-retraite UNEDIC garantissait 70 % du salaire brut. Mais après cette date, le taux passa à 65 % du salaire de référence, dans la limite du plafond retenu pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale (environ 7 900 F) et 50 % de la part de salaire excédant ce plafond, pour ceux qui gagnaient plus que le plafond. Ce fut un rude coup

pour tous les cadres qui avaient empoché gros précédemment. Mais ce ne fut pas moins dur, au contraire, pour les petits salaires.

INSTAURATION D'UN DELAI DE CARENCE

A la baisse en pourcentage imposée à la fin de 1982, s'ajouta aussi une autre perte, celle du bénéfice d'une bonne partie des indemnités de licenciement, qui s'est traduite par l'instauration du délai de carence (voir plus loin).

ET 5,5 % DE PRELEVEMENT DE COTISATION SECURITE SOCIALE

Il s'appliqua à toutes les pré-retraites à partir du 1^{er} avril 1983.

• Les contrats de solidarité

De janvier 1982 à décembre 1983, des contrats de solidarité étaient conclus entre certains employeurs et l'Etat.

Une des formes de contrat de solidarité consistait à permettre un départ en pré-retraite de salariés âgés de 55 ans à 60 ans. Leur démission devant être compensée par l'embauche équivalente de personnes. C'était là le « contrat ».

Le montant des ressources pour ce système de pré-re-

traites s'élevait jusqu'en avril 1983 à 70 % du salaire brut, et ensuite à 65 % du salaire brut plafonné et 50 % au-dessus.

Pour les contrats de solidarité, il n'y avait pas de délai de carence (les salariés étant démissionnaires, ils ne touchaient généralement pas d'indemnités de licenciement, mais des indemnités de départ en retraite).

Aujourd'hui, le système de contrats de solidarité-pré-retraites-démission n'existe plus.

« Le décret scélé

Le 5 janvier 1983, un syndicaliste écrivait en ces termes au journal *Le Monde*, à propos de la disparition de la garantie de ressources, remplacée par l'instauration de la retraite à 60 ans :

« Sait-on que le travailleur, après souvent plus de quarante années de travail, perçoit et percevra une retraite sensiblement inférieure à la garantie de ressources du « pré-retraité », qui, lui, n'a à justifier que de dix ans d'affiliation à la Sécurité sociale ?

Sait-on que, pour les travailleurs qui ont perçu un bas salaire toute leur vie, le montant

de leur retraite est de l'ordre de 2 100 francs à 2 300 francs par mois ? S'ils avaient bénéficié de la garantie de ressources, ils toucheraient le minimum, soit actuellement 3 155 francs par mois, et cela sans même parler des années validées jusqu'à soixante-cinq ans par les différentes caisses de retraite.

Si l'on prend les salaires au-dessus de la moyenne, l'injustice est aussi flagrante. La différence peut être considérable : la garantie de ressources assure 70 % sur des salaires allant jusqu'à 28 320 francs par mois, alors que la seule retraite de la Sécurité sociale est plafonnée actuellement à 3 540

PETIT

TABLEAU

RÉCAPITULATIF

Montant de la garantie de ressources. Taux.

	de 1972 à 1977	de 1977 à nov. 82	de déc. 1982 à mars 83	d'avril 83 à juillet 83	du 8/7/83
• Démissionnaires + 60 ans		70 % du salaire brut	65 % du salaire brut plafonné + 50 % au-dessus	Retraite	Retraite
• Licenciés + 60 ans	70 % du salaire brut	70 % du salaire brut	65 % du salaire brut plafonné + 50 % au-dessus	Si + 150 trimestres de cotisations Retraite Si - 150 trimestres 65 % de salaire brut plafonné + 50 % au-dessus	Retraite Allocation chômage



SNECMA-Gennevilliers

De juin 1982 à mars 1983, sur 224 personnes ayant la possibilité de partir en contrat de solidarité, 149 seulement sont parties avec 70 % du salaire brut. En décembre 1983, sur 24 personnes concernées par un second contrat de solidarité, 15 sont parties, cette fois avec 65 % du brut.

A la suite du premier contrat, la direction a embauché 298 personnes : 45 % de moins de 25 ans ; 53 OS et une centaine de P1, d'où une déqualification — et un gain financier pour la direction.

Thomson-Gennevilliers

La Thomson a profité l'année dernière des contrats de solidarité pour mettre en retraite ses employés les plus âgés, pour embaucher des jeunes, avec des salaires plus bas, dans les secteurs où elle en avait besoin, et elle n'a pas craché sur les subventions gouvernementales.

Maintenant elle annonce déjà des suppressions d'emplois pour fin mars, c'est-à-dire le jour même de la fin des contrats.

VIA-Assurances

Début novembre, le ministère accepte les FNE (au principe du « volontariat », comme c'est dit dans le texte). L'inspection du travail donne l'autorisation pour 95 licenciements sur une liste de 120. Il en résulte une situation inextricable : 15 personnes refusant de partir se trouvent licenciées par lettre recommandée.

On leur donne à choisir : volontariat FNE, ou la porte. Par contre, 25 qui voulaient partir pour la plupart ne le peuvent pas : licenciements interdits par l'inspection. La direction organise pour eux, avec l'aide de la CFDT, des démarches collectives afin qu'ils réclament leur propre licenciement à l'inspection ! Fin janvier 1984, l'inspecteur du travail autorise le licenciement des volontaires qu'il avait bloqué auparavant. A une ou deux personnes près, la direction a obtenu ses 120 suppressions d'emplois.

Les conditions de départ :

elles se traduisent de manières très différentes suivant les situations. Trois exemples : — Un cadre supérieur, 57 ans, 38 ans de travail dont 25 dans la boîte. Indemnité mensuelle nette : 17 000 F environ. Prime de départ, 700 000 F environ.

— Employée administrative, 59 ans, 45 ans de travail dont 17 à la boîte. Indemnité mensuelle : 3 000 F environ. Prime de départ : 20 000 F.

— Employée administrative, 58 ans, 20 ans de travail dont 7 à la boîte. Indemnité : 2 900 F, prime de départ : 5 000 F.

En ce qui concerne les délais de carence, ils vont de 3 mois jusqu'à un an et demi ! Pendant toute la durée du FNE, les « bénéficiaires » continuent à cotiser à la Sécurité sociale. Même chose pour la « complémentaire assurances », soit plus de 6 % de retenue, encore, sur l'indemnité brute.

Compteurs Schlumberger-Montrouge

La direction a conclu une convention FNE avant la fin 1983. Elle a obtenu des dérogations pour faire partir en FNE des travailleurs de 55 ans.

Les travailleurs partiront avec 65 % du salaire brut (toutes primes comprises : ancienneté et 13^e mois). La direction a fixé un montant minimal mensuel garanti : 65 % de 6 500 F de salaire brut, soit 4 225 F. Ainsi un travailleur qui touchait 6 500 F de salaire brut, soit, après déduction des 16 % de Sécurité sociale, 5 460 F net, partira avec 4 225 F brut, moins les 5,5 % de Sécurité sociale, soit 3 993 F net : soit une perte d'environ 1 500 F.

Avantage spécial maison : l'indemnité de départ est l'indemnité de licenciement prévue par la convention collective. La direction prenant à sa charge les 12 % de financement du plan FNE qui incombent à la fois aux travailleurs et à l'employeur dans un FNE normal. Le délai de carence devrait être ramené au minimum, mais rien n'a encore été fixé définitivement. Mais, même si les conditions sont plus avantageuses que ce qui est prévu dans les FNE, il n'en reste pas moins que sur l'entreprise, sur tous les plans de départs en pré-retraites, les conditions n'ont cessé de se dégrader.

• Les pré-retraites FNE

Depuis juin 1980, les salariés des entreprises qui procédaient à des licenciements économiques de salariés de plus de 56 ans et de deux mois (exceptionnellement de 55 ans) pouvaient bénéficier de la pré-retraite du Fonds National pour l'Emploi (FNE).

Ce système de pré-retraite est le seul qui demeure aujourd'hui.

L'entreprise — et les salariés individuellement, en fait — doit conclure avec l'Etat une « Convention d'Allocation spé-

ciale du FNE ». Jusqu'en novembre 1982, le niveau des ressources allouées aux salariés s'élevait à 70 % du salaire brut mensuel moyen. A partir de décembre 1982, comme pour le système de « garantie de ressources », il était abaissé à 65 % du salaire brut moyen, avec un plafond — celui de la Sécurité sociale — au-delà duquel il n'était plus indemnisé qu'à 50 %.

L'UNEDIC finance en partie cette pré-retraite, mais les tra-

vailleurs aussi, sous forme d'un renoncement imposé à une bonne partie des indemnités de licenciement « maison ».

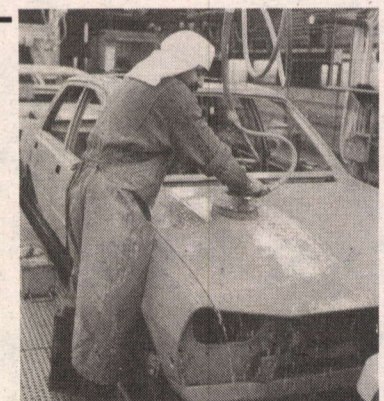
Une nouveauté a été introduite en novembre 1982 : le « délai de carence ». Le salarié ne perçoit pas sa pré-retraite immédiatement après la fin de son contrat de travail, sous prétexte qu'il a touché des indemnités de licenciement conventionnelles ou des indemnités de congés payés...

Peugeot-Sochaux

En 1979 et 1980, il a été proposé aux travailleurs immigrés de retourner dans leur pays d'origine, moyennant une participation financière de la société, plus une aide de l'Etat : 1 380 personnes sont parties ainsi. Le travail à temps partiel a également été proposé, accompagné d'incitations financières, et accepté par 650 personnes.

En décembre 1980, première convention FNE, pour le personnel âgé de plus de 56 ans et deux mois. En octobre 1981, 2^e convention FNE, pour le personnel âgé de plus de 55 ans. En tout, 3 725 personnes ont quitté l'entreprise.

La troisième convention FNE, actuellement appliquée, comporte deux dérogations : départ à 55 ans au lieu de 56 ans et deux mois, et demande d'exonération de la participation de l'entre-



prise de 12 % du montant des indemnités versées par l'ASSEDIC aux pré-retraités. A Sochaux, pour cette convention, 1 767 personnes sont concernées. Il suffit d'avoir 55 ans avant le 31 décembre 1984. La prime de départ varie de 4 mois de salaire, pour un ouvrier ou ETAM, à plus de 12 mois pour un cadre.

rat »

francs (à noter que si les dix meilleures années se situent dans les vingt dernières toutes cotisées au plafond, la retraite Sécurité sociale pourra être jusqu'à 10 % inférieure à ce montant). (...)

Le patronat, qui n'aurait jamais pu faire passer de telles mesures antisociales sans susciter des réactions vigoureuses, peut être satisfait, et nombreux sont les patrons qui commencent à se rendre compte qu'un gouvernement de gauche présente nombre d'avantages appréciables : ils doivent cette découverte, en bonne part, au ministre de l'ant-solidarité nationale ».



Chaignaud (entreprise textile de Charente)

L'entreprise emploie 1 200 personnes.

En décembre 1982, il y a eu plus de 100 demandes et seulement 45 départs. Cela n'a concerné que des ouvriers. Ils ont eu droit en plus à la prime d'ancienneté due pour l'année 1982.

En décembre 1983, lors du deuxième contrat de solidarité,

il y a eu encore plus de 100 demandes et seulement 40 acceptations par les ASSEDIC (alors que c'est la direction qui avait choisi, au premier contrat, ceux qui partaient). Tous ces travailleurs touchent la retraite à 65 % du salaire brut. Mais pour eux, la direction a décidé de ne pas leur payer la prime d'ancienneté de l'année précédente (2 000 F environ).

EFFET REPORT : Les prestidigitateurs qui nous gouvernent !

En accordant aux fonctionnaires une prime de 500 F, le gouvernement — par la bouche d'Anicet Le Pors — s'est déclaré quitte de ses engagements.

En effet, l'accord salarial pour 1983, signé en novembre 1982, prévoyait, outre 8 % d'augmentation répartis dans l'année, une clause dite de sauvegarde ainsi formulée : « Lorsque sera connu l'indice des prix de décembre 1983, les parties se réuniront pour examiner selon quelles modalités et quel calendrier, en fonction de la situation et des perspectives économiques, sera réalisé l'ajustement des rémunérations en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse ».

Et c'est dans ces deux petits mots — « en masse » — que résidait l'entourloupe.

Jusqu'en 1981, les salaires des fonctionnaires étaient réajustés, tous les trois mois, en fonction de la hausse des prix mesurée par l'indice INSEE. Ainsi, en 1981, les salaires avaient été augmentés de 14 %, correspondant exactement à l'augmentation de l'indice INSEE.

En 1982, il y avait déjà eu du changement. L'ancien système — alignement des salaires sur l'indice des prix — n'était plus appliqué que pour le premier semestre ; pour le deuxième semestre, deux augmentations étaient fixées à l'avance (2,5 % au 1^{er} septembre et 2,4 % au 1^{er} décembre) avec réajustement au 1^{er} janvier 1983 pour l'année 1982. Ce qui était déjà programmer le retard de l'évolution des salaires sur celle des prix.

En 1983 le gouvernement a étendu le système des augmentations fixées d'avance : 2 % en avril, 2 % en juillet, 2 % en novembre et 2 % en janvier 1984. Le tout assorti de la fameuse clause de sauvegarde — mais cette fois en masse — du pouvoir d'achat.

Pour calculer le retard des salaires par rapport aux prix, le gouvernement ne considère donc plus le niveau des salaires réels, mais celui des masses salariales, c'est-à-dire du total des salaires versés sur l'année. Et ce n'est pas du tout la même chose. D'abord parce que l'augmentation de la masse salariale implique la prise en compte, non seulement des augmentations générales, mais aussi de toutes les variétés d'augmentations individuelles, promotions, ancienneté, heures supplémentaires, etc., et celles du P-DG comme de celles de l'ouvrier. Choses essentiellement invérifiables pour le salarié.

Mais surtout parce que cela permet de comptabiliser comme augmentation une augmentation purement fictive : l'effet-report.

De quoi s'agit-il ?

Imaginons un fonctionnaire gagnant 5.000 F par mois et qui, pour simplifier, aurait été augmenté en 1983 de 10 % le 1^{er} septembre. A la fin de l'année, il aura touché au total 5.000 F par mois

jusqu'en août (soit 40.000 F) et 5.500 F par mois à partir de septembre (soit 22.000 F). Pour l'année il a donc touché au total 62.000 F ; c'est sa « masse salariale » pour 1983.

Pour l'année suivante, 1984, s'il ne touche aucune augmentation, il touchera au total douze fois 5.500 F, soit 66.000 F.

Ainsi, même s'il n'y a aucune augmentation de salaire en 1984, la masse salariale versée en 1984 sera supérieure de 4.000 F, c'est-à-dire 6,45 %, à la masse salariale versée en 1983. Ces 6,45 %, c'est l'effet report de l'augmentation de septembre 1983 sur les salaires versés en 1984.

Le pire étant que, plus l'augmentation de rattrapage de 1983 aura eu lieu tard, plus la supposée augmentation en 1984 sera élevée.

Pour le salarié, cela ne correspond à aucune augmentation nouvelle. Mais le gouvernement, en calculant ses augmentations en masse, fait comme si c'était le cas. Tout l'artifice consiste en fait à introduire un retard entre l'évolution des salaires et celle des prix... et à s'en servir pour faire apparaître l'année suivante une augmentation plus forte que la réalité.

Ainsi, si notre fonctionnaire n'avait, en 1984, aucune augmentation, et si la hausse des prix était, comme Delors le dit, limitée à 5 %, eh bien pour le gouvernement, son pouvoir d'achat — calculé en masse — non seulement ne serait pas entamé, mais il aurait même progressé : de 1,45 % ! Alors qu'en fait

— c'est-à-dire en niveau — il aurait baissé de 5 %.

Ceci n'est qu'un exemple, mais c'est bien ainsi que les choses se passent. Et c'est ainsi que Le Pors peut chiffrer à 0,52 % la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Le gouvernement a déclaré

illégale l'indexation des salaires sur les prix. Pour rompre le lien entre l'évolution des salaires et celle des prix, il réalise un tour de passe-passe... dont le résultat est de programmer la baisse du pouvoir d'achat des salariés de l'Etat, et, au-delà, par exemple, de tous les salariés.



La manifestation de la Fonction publique à Paris le 8 mars. Le Pors s'en est pris aux fonctionnaires, mais le gouvernement et le patronat veulent étendre « l'effet report » à tous les salariés. (AFP)

Des augmentations en masse... aux baisses du pouvoir d'achat

Le gouvernement a fixé le maximum des augmentations de salaires autorisées à 5 % en niveau, et à 6,1 % en masse.

Dans les entreprises publiques et nationalisées — pour qui les résultats des négociations avec les fonctionnaires étaient un précédent —, peu d'accords ont été signés.

La direction de la SNCF a chiffré à 4,8 % l'effet-report des augmentations de 1983 sur 1984. 4,8 % qui, avant même que les négociations salariales aient commencé, sont imputables sur les 6,1 % d'augmentation autorisés. Autrement dit, il ne reste plus en masse qu'un petit 1,3 % d'augmentation de la masse salariale à répartir pour l'année, entre les augmentations générales et les augmentations individuelles.

A l'Aérospatiale des Mureaux, la direction a prévu

pour 1984 deux augmentations : 2 % en janvier, et 2 % en juillet. Et comme l'effet de ces deux augmentations sur la masse salariale, ajouté à l'effet-report des augmentations de 1983 sur 1984, conduit à une augmentation de la dite masse salariale de 7,85 %, elle a annoncé que « les augmentations générales ne sauraient dépasser les augmentations prévues... et que le crédit destiné aux augmentations individuelles devrait s'inscrire dans la limite de l'augmentation en niveau fixée à 5 % selon un calendrier à définir pour tenir compte de son effet en masse... » !

Chez Pechiney, où des accords n'ont été signés que dans trois sociétés sur 35, la direction s'en tient strictement aux directives gouvernementales : 5 % d'augmentation en niveau et 6,1 % en masse.

On voit à quoi servent la masse salariale, l'effet-report, et autres recettes salariales du gouvernement : à limiter et retarder les augmentations, générales et individuelles.

Dans le secteur privé, d'après un bilan du ministère des Affaires sociales, cité par *Le Monde de l'Economie* du 13 mars, 4 930 entreprises ont engagé des négociations salariales, et 1 800 accords ont été déjà conclus, « entrant pour la plupart dans le cadre des recommandations gouvernementales... Aucun syndicat ne s'est distingué dans ce bilan par l'absence totale de paraphe à un accord d'entreprise ».

Le CNPF est lui aussi un chaud partisan de la « masse salariale » et de l'« effet-report ». Il est d'ailleurs bien difficile de dire qui, du gouvernement ou du CNPF, donne l'exemple à l'autre !

« Nantis »... de cotisations diverses !

Les cheminots ont vu s'annoncer les retraits de toutes sortes sur leur salaire. En plus du 1 % de cotisation chômage, du 1 % d'impôt sur le revenu et de l'emprunt obligatoire, les cheminots ont d'abord eu 0,8 % de surcotisation Sécurité sociale pour la Caisse de Prévoyance. Et, depuis le 1^{er} janvier 1984, ils viennent d'étreindre un nouveau 1 % de surcotisation, à la Caisse de retraite (7 % au lieu de 6 %).

Au mois de février, la SNCF a accordé une prime exceptionnelle de 300 F. Mais celle-ci ne retombera plus, tandis que les prélèvements sont tous mensuels...

Selon des estimations de la CFDT et de la CGT, c'est à près de 4.000 F qu'il faudrait chiffrer la perte sèche, pour la seule année 1983, pour un cheminot qui gagnait 5.000 F par mois au début 1983 (ils sont 50 000 dans ce cas).

Prix en hausse, pouvoir d'achat en baisse.

Officiellement la hausse des prix pour le mois de février a atteint 0,7 % qui viennent s'ajouter aux 0,7 % de la hausse enregistrée pour janvier.

En deux mois donc, voilà déjà 1,4 % de plus pour les prix, c'est-à-dire 1,4 % de

moins pour les salaires.

Delors a fixé à 5 % le maximum de hausse des prix pour 1984. Comme on voit, cet objectif a toutes les chances d'être pulvérisé.

Alors à quoi sert ce type d'objectif, sinon à limiter la hausse des salaires ?

RENAULT-Cléon

DANS
LES ENTREPRISES

Quatre jours de grève, la direction recule

Pendant 4 jours, l'usine de Cléon a connu des débrayages importants dans les trois équipes de la journée (qui comptent environ 6 500 ouvriers).

Le mardi 6 mars au matin, les travailleurs du 42-86 ont débrayé une heure à l'appel de la section CGT de l'atelier, pour obtenir une prime de 600 francs. Les ouvriers de cet atelier où est montée la boîte de vitesse de la R25, trouvaient anormal de ne pas recevoir de prime à l'occasion du lancement de la R25, alors que la direction de l'usine de Sandouville, qui assure le montage de la carrosserie, avait lâché une prime de 900 francs.

Au bout de l'heure de débrayage, les travailleurs ont décidé à une large majorité de continuer la grève. La CGT s'est inclinée et les grévistes du 42-86 ont commencé à faire le tour des chaînes « moteurs ». A 13 heures ils étaient rejoints par ceux du 45-80. En fin d'après-midi les grévistes étaient 250.

Mercredi, la CGT et la CFDT appelaient, sur l'ensemble de l'usine, à 8 heures. Les travailleurs du 42-86 étaient déjà en grève dès le début de leur poste et sur les chaînes « moteurs », dès la pause de 7 h 15. Plus d'un millier de grévistes se sont alors retrouvés devant le restaurant et ont fait tout le tour de l'usine en manifestation dans une chaude ambiance. Certains grévistes reprenaient le travail au bout de deux heures, d'autres décidaient de continuer pour accueillir l'équipe de l'après-midi. La manifestation de l'après-midi dans l'usine réunissait un peu moins de monde mais était tout aussi dynamique. Pourtant, à 16 h 30, les syndicats, à la surprise générale, décrétaient la dispersion du meeting. Bien des travailleurs voyaient là une « erreur » des syndicats, sans trop leur en tenir rigueur.

Le jeudi matin, la CGT et la CFDT appelaient d'ailleurs de nouveau à débrayer. Le nombre des travailleurs qui ont alors fait grève était au moins de 1 500. La direction restait toujours muette et la grève s'est donc poursuivie l'après-midi. Les syndicats reprenaient alors à leur compte une idée lancée par certains travailleurs. Ils proposaient, à la satisfaction

générale, d'aller occuper les chaînes « moteurs ». Ces occupations se sont faites dans la bonne humeur générale, les non-grévistes voyant le mouvement d'un très bon œil, certains ayant parfois débrayé la veille.

Si les syndicats mettaient toujours en avant la revendication de la prime de 600 F, ils n'avançaient pas le paiement des heures de grève. Et toutes les décisions, c'est eux qui les prenaient.

Au cours du rassemblement du vendredi matin, deux travailleurs ont demandé le micro aux syndicats pour aborder ces deux problèmes. Les responsables syndicaux, aussi bien CGT que CFDT, leur ont refusé la parole. Et comme un de ces deux travailleurs commençait tout de même à s'adresser aux 500 grévistes présents, ces responsables ont commencé à contrer son intervention par des bruits de sirènes. Ils s'efforçaient de faire scander « nos 600 F » et d'entraîner les travailleurs pour aller occuper les chaînes comme la veille. Une centaine de travailleurs sont quand même restés jusqu'au bout pour entendre les propositions de ces deux travailleurs, défendant la nécessité d'une direction démocratique de la grève. Une quinzaine de travailleurs se sont d'ailleurs proposés pour en faire partie. Mais la plupart des travailleurs en grève restaient dans l'ensemble satisfaits de la façon dont les syndicats dirigeaient le mouvement.

L'occupation des chaînes s'est donc faite à nouveau toute la journée de vendredi. En fin d'après-midi, devant 200 grévistes encore présents, le secrétaire de la CGT annonçait à la surprise générale, 300 F de prime pour toutes les usines Renault, plus 150 F pour celle de Cléon. Les présents étaient plutôt satisfaits, d'autant plus que le secrétaire CGT faisait voter la reprise en faisant état du paiement des heures de grève à 50 %, et même à 60 % pour ceux du 42-86 et du 45-80.

Depuis, il reste quelques incertitudes sur la façon dont ce paiement doit être appliqué (selon le nombre d'heures de débrayage effectuées par chacun). Le lundi, la plupart des travailleurs étaient satisfaits de

ce recul de la direction. Une partie de la maîtrise avait été plutôt neutre pendant le mouvement, mais tous les chefs qui avaient affirmé haut et fort que la Régie ne céderait rien se sont fait copieusement brocarder.

Visiblement, la Régie a voulu couper court à une possible extension du mouvement... et des revendications dans les usines du groupe. Et elle tient à ce que la sortie de la R25 ne soit pas compromise.

Correspondant LO

Imprimerie
Hervé et fils
Paris Villette
(19^e)

Chômage partiel

Depuis janvier, sans que ce soit officiel, la direction de l'imprimerie Hervé et fils à Paris-Villette envisage de licencier du personnel.

A la suite d'une première protestation, la direction est revenue en arrière et a annoncé que, si la conjoncture ne s'améliorait pas, elle serait obligée de nous mettre au chômage partiel.

Pourtant le travail semblait assuré jusqu'à présent, puisqu'on travaille pour les imprimés de l'administration, les assurances et le PMU. Mais en février quelques machines se sont arrêtées. La direction s'appretant à mettre plus de 30 personnes au chômage partiel, les délégués syndicaux ont réuni les équipes et la normale. C'est à 90 personnes, réunies à la cantine, que nous avons exigé la présence du patron pour qu'il vienne s'expliquer.

Rendez-vous fut pris pour lundi 12. Là, comme par hasard, la direction devant notre assemblée du matin déclara qu'elle avait mûrement réfléchi pendant le week-end : il n'était plus question de mettre au chômage partiel que 9 personnes (les receveurs), payées à 65 % du salaire pendant trois semaines.

Nous avons tout d'abord pris cela comme une reculade du patron devant la rapidité de notre réaction. Mais il y a aussi, bien sûr, l'hypothèse que le patron nous ait annoncé beaucoup plus que ce qu'il comptait faire... pour pouvoir paraître nous céder quelque chose. En tout cas, on reste méfiants et prêts à réagir si le problème se repose.

Correspondant LO

STRAFOR-Strasbourg

Strafor augmente ses bénéfices... et les licenciements

Strafor est une entreprise de fabrication de mobilier de bureau où les affaires vont bien. Le P-DG s'en vante : le chiffre d'affaires va passer de 720 millions de francs à 800 millions cette année, Strafor va augmenter son capital de 80 à 114 millions de francs et compte doubler son chiffre d'affaires en Angleterre.

Cela n'empêche pas que, pour augmenter encore ses bénéfices, Strafor a décidé de licencier.

Depuis la fin de l'année 1983, la direction a commencé par nous voler des journées de congés payés, en nous obligeant à les prendre un jour par-ci, un jour par-là. Du chômage camouflé, en somme. Elle a essayé de contraindre vingt d'entre nous à partir chaque jour à 40 km, dans une unité de production récemment construite. La journée de travail aurait alors été de 11 heures ! Et elle proposait à

nos camarades 30 F, en tout et pour tout, de dédommagement. Les « mutés » ont refusé. Les menaces n'y ont rien fait. La direction a fini par céder : nos camarades sont de retour dans les ateliers.

Aujourd'hui Strafor menace directement de licencier. 54 « pré-retraites » en convention FNE sont annoncées. Ce sont en fait tous les travailleurs de plus de 55 ans de l'usine qui vont ainsi être mis à la porte avec 65 % de leur salaire. La direction voudrait également obtenir 50 départs « volontaires ». Sans dire évidemment que cela ne donne pas droit aux allocations de chômage, elle présente les primes de départ de 20.000 à 50.000 F comme des aides, par exemple à la création d'entreprise !

Un débrayage est prévu mercredi, à l'appel de la CGT. Nous n'en resterons peut-être pas là.

KABIVITRUM-Limoges

Des licenciements humanisés ?

KabiVitrum, laboratoire pharmaceutique employant au total environ 140 personnes dont 97 à Limoges, a licencié 8 employés au mois de décembre dernier sous prétexte de « restructuration ».

Pleine de délicatesse, la direction de KabiVitrum ! Elle s'est même donné la peine de passer des annonces dans la presse locale pour « recommander » aux industriels limougeaux les employées qu'elle venait de mettre à la porte.

Bien entendu, les

patrons limougeaux ne se sont pas laissés attendrir et elles sont encore toutes au chômage 3 mois après.

Mais là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir : 3 mois après, la direction de KabiVitrum fait faire des heures supplémentaires sous la menace et embauche des intérimaires.

Quand on sait que, parmi les licenciées, une bonne partie sont d'anciennes déléguées combattives... on comprend tout !

Correspondant LO

KABIVITRUM INFORMATION

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

La Direction de Kabivitrum S.A.

Des annonces passées dans la presse : L'Echo du Centre et La Montagne-Centre-Presse

RENAULT

La course des syndicalistes aux strapontins du conseil d'administration

Environ 2 200 000 travailleurs du secteur public sont appelés à élire des représentants syndicaux qui siègeront pendant 5 ans au conseil d'administration des entreprises de ce secteur. Le tiers des sièges leur est attribué. Après la SNCF en janvier, les élections devaient se dérouler dans le groupe Renault le 15 mars.

Que les organisations syndicales soient représentées dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées n'est pas chose nouvelle. Cela existe depuis des années et des années ! Jusqu'alors les administrateurs syndicaux étaient désignés par leurs organisations, au prorata de l'influence électorale de chacune dans l'entreprise.

Maintenant on vote et, bien entendu, toutes les organisations syndicales sont au départ de cette nouvelle course aux places qui n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

Car ce qui ressort le plus des tracts syndicaux, c'est la volonté clairement affirmée des organisations d'être des gestionnaires compétents et efficaces.

Ainsi à la Régie Renault, où de nombreux tracts ont été distribués, les organisations syndicales rivalisent dans les proclamations grandiloquentes et vides de sens.

Pour la CFDT par exemple, il s'agit, en votant pour elle, ni plus ni moins que de « *réussir notre avenir* ». « *Sérieux, efficacité, compétence, langage de la vérité* » dit-elle !

La CFTC fait dans le même registre, puisque l'un de ses tracts affirme : « *La CFTC vous attend pour l'aider à construire un avenir meilleur* ».

leur ». Il faut évidemment le prendre comme un vœu pieux.

Force Ouvrière, pour sa part, a choisi un axe moins gestionnaire et plus syndical que ses concurrents. « *L'Etat est un patron comme les autres* », peut-on lire dans un tract diffusé sur le groupe, « *les salariés ne doivent pas faire les frais des mutations* ». Mais le seul moyen que préconise FO, c'est « *la négociation et la pratique contractuelle qui doivent être la règle* ».

Enfin la CGT, qui se targue d'offrir « *fidélité, efficacité, compétence* », affiche des ambitions de manager. Ses neuf candidats, dont elle nous offre la photo en couleur, forment « *une équipe* » qui se présente « *pour participer à la gestion de l'entreprise et servir (nos) intérêts et ceux du pays* ». Voter pour elle, c'est « *renforcer la dimension nationale et régionale de Renault* ». Parmi les têtes de liste de la CGT, Pierre Aubergier, directeur commercial au siège social à Billancourt et membre du « *comité directeur de la direction des affaires internationales* ». La CGT propose donc de voter, entre autres, pour un actuel cadre responsable de l'entreprise !

Voilà qui garantit au moins que le conseil d'administration défendra les intérêts de la Régie Renault, c'est-à-dire pas ceux des travailleurs.

Les différents syndicats ont mené une campagne électorale intense. Ces élections ont lieu en même temps à l'échelle de tout le groupe. Et à coup sûr, leur résultat sera un test sur le rapport de force entre les différents appareils syndicaux.

Correspondant LO.



Renault, place Nationale

DANS
LES ENTREPRISES

CHAUSSON

1315 emplois supprimés

La direction générale Chausson vient d'annoncer un plan de 1315 suppressions d'emplois sur l'ensemble des usines du groupe.

Le plan général prévoit 1053 départs en pré-retraite et 262 personnes qui resteraient en sureffectif, selon la direction, sureffectif qui pourrait être compensé par des fabrications supplémentaires ou du chômage partiel.

A première vue, on pourrait se dire que finalement Chausson profite de la situation pour faire partir en pré-retraite à 55 ans une partie de son personnel. Dans le détail, la situation peut apparaître sous un jour beaucoup plus pessimiste.

En effet les départs en pré-retraite devraient s'accompagner d'une série de mutations inter-usines. Les usines sont, pour certaines, espacées de plusieurs centaines de kilomètres : Laval dans la Mayenne, Reims, Creil dans l'Oise et Asnières, Gennevilliers, Meudon dans la région parisienne. A Asnières, il est prévu de muter 179 personnes et à Creil 172.

Ce sont d'ailleurs les deux usines les plus touchées : à Asnières, Chausson veut purement et simplement arrêter toute la fabrication de série et supprimer 435 emplois sur 1400 au total. Et à Creil, en prétextant des problèmes de conjoncture, ce sont 597 emplois qui devraient être supprimés, sur près de 3900.

Alors, la direction de Chausson peut bien dire qu'elle ne veut pas licencier en dehors des pré-retraités : proposer à quelqu'un de se rendre à 400 kilomètres de chez lui, sans garantie et sans tenir compte de ses problèmes familiaux, ça peut tout aussi bien être un licenciement à peine déguisé.

D'ailleurs, pour Creil, Chausson annonce qu'il compte faire des incitations au départ pour les travailleurs de nationalité française et des incitations au retour pour le personnel étranger.

A la fin 1983, Chausson recevait 120 milliards de centimes, pour la majeure partie des fonds publics ou de banques nationalisées. Et à aucun moment, le P-DG n'avait fait état alors d'une intention de réduire les effectifs. Au contraire, cet argent devait être soi-disant une garantie pour l'emploi.

Il n'a pas fallu longtemps pour voir ce qu'il en était.

Les actionnaires de Chausson, Peugeot et Renault, ont donné des consignes strictes de rentabilité maximum, et la direction générale applique : réduction maximum des effectifs, cadence maximum de travail.

Ainsi depuis décembre, le chômage partiel a touché en particulier l'usine de Creil : 15 jours jusqu'en mars. Mais dans le même temps, les cadences accélèrent dans certains secteurs de 10 %, voire plus. C'est Peugeot et Renault qui décident ou pas de charger en travail les usines Chausson. Et il y a fort à parier qu'une fois les effectifs amenés au niveau où ils le souhaitent, ils feront tourner à plein les usines. D'ailleurs, dès maintenant, ils prévoient d'utiliser des intérimaires et des contrats à durée déterminée pour pallier « provisoirement » les baisses trop brutales d'effectifs. Tout cela rentre dans le plan de rentabilisation « à l'américaine » de l'industrie automobile.

Un petit détail : le délai de réflexion de ce plan prend fin le 20 juillet, la veille du départ en vacances. A croire que c'est pour faire connaître les mauvaises nouvelles finales sans risquer trop de réactions !

LES REACTIONS A CREIL

A Creil, dans les ateliers, à l'annonce de ce plan, les discussions ont souvent tourné entre ceux qui pensaient qu'il fallait réagir, et sérieusement, et ceux qui, fatalistes, disaient que de toute façon il n'y a rien à faire et qu'on n'y peut rien.

Mais chacun en fait essaye d'évaluer l'étendue des mesures et de jauger les chances de faire quelque chose. Les assemblées d'information organisées dans certains ateliers par des militants syndicaux (principalement CFDT) ont connu un certain succès ; près de 300 travailleurs y ont participé.

CGT, CFDT et FO ont appelé en commun à un débrayage d'une heure à la veille du Comité central d'entreprise. Bien sûr, un grand nombre de travailleurs hésitent : le poids du chômage partiel est déjà bien lourd, la peur de se mettre en avant dans cette situation et aussi le souvenir de la grève de février 1982 où, en pleine grève, la CGT avait abandonné les grévistes.

Mais il faut espérer que la minorité qui est décidée à ne pas se laisser faire entrainera ses camarades de travail. De toute façon, il n'y a pas d'autre issue.

Correspondant LO

CITROËN

Un débrayage contre les licenciements

Suite à l'annonce de licenciements par la direction de Citroën, la CGT, à Asnières, a appelé la première équipe à un débrayage. Sur 600 personnes environ, une soixantaine seulement ont répondu à l'appel, presque tous OS marocains. Il faut dire que la direction a introduit une discrimination dans les licenciements, qui revient à viser essentiellement les OS : les critères de licenciement sont le niveau inférieur au coefficient 175, « la faculté d'adaptabilité à des techniques nouvelles, le niveau des connaissances permettant une formation complémentaire aux nouvelles technologies... »

Cela explique que les Français et les professionnels européens se sentent pour l'instant peu visés. Mais cela n'a tout de même pas empêché la direction d'avoir peur et de prendre le maximum de précautions pour éviter toute extension du débrayage : elle avait mobilisé autant de chefs, d'agents de maîtrise et d'agents de secteur qu'il y avait de grévistes, avec pour mission d'entourer les grévistes et de les empêcher de circuler dans les ateliers comme à l'accoutumée. Un véritable cinéma pour impressionner les ouvriers !

Correspondant LO.

KODAK
Chalon-sur-Saône

Grève illimitée, porte bloquée

L'usine Kodak de Chalon-sur-Saône est en grève illimitée depuis jeudi 8 mars. Dans cette usine de plus de deux mille personnes, cette grève est la première depuis mai 68. Des travailleurs de Kodak nous ont raconté comment la grève est partie : « La grève a éclaté à l'occasion des négociations salariales. En 1983, Kodak n'a donné que 5 % d'augmentation alors que le gouvernement préconisait 8 %. Pour 1984, il ne voulait donner que 3,5 %, au lieu des 5 % préconisés par le gouvernement. Aussi les organisations syndicales FO, CGT, CFTD avancent comme revendication 3 % de rattrapage pour 1983 et 1,5 % de plus que ce que propose la direction pour 1984.

Mardi 28 février, lors d'un premier débrayage de 2 heures, 300 personnes s'étaient rassemblées à l'appel des trois syndicats. Jeudi 8 mars, lors du deuxième débrayage, 500 personnes étaient au rassemblement du matin. Les délégués ont demandé à voir le directeur qui n'a voulu les voir qu'après le débrayage à 11 h 30. Les grévistes ont alors décidé de rester là jusqu'à l'entrevue. Puis à midi, quand les délégués sont sortis, ils ont annoncé que le patron refusait tout. Dans l'assemblée générale, les grévistes ont crié qu'il fallait continuer. Ils ont été acclamés et les syndicats ont fait ce que voulaient les grévistes.

L'équipe d'après-midi et l'équipe du soir se sont elles aussi

mises en grève illimitée. Certains ateliers ont été tout de suite en grève à 100 % du personnel ouvrier; d'autres non. Mais le nombre de grévistes tend à augmenter. Ils sont environ 1500 actuellement, seuls les bureaux suivent peu la grève.

Aux prises de poste, les grévistes laissent passer les non-grévistes mais tentent de les convaincre. Ainsi on a vu vendredi une non-gréviste qui était sortie la tête basse du travail revenir deux heures plus tard avec le rhum et le café, en disant qu'elle se joignait à ses camarades.

Les deux grandes portes de l'usine sont les lieux de rassemblement des grévistes : braserie, abri de tolle contre le vent, sandwichs. Un piquet de grève est installé en permanence. Des dizaines de personnes sont là, particulièrement aux heures de prise de poste, mais aussi tout le long de la journée. Certains viennent à leurs heures d'équipes, d'autres quasiment tout le temps. Il s'agit d'empêcher la circulation des camions de matières premières pour l'usine et de marchandises sortant de l'important entrepôt que le groupe Kodak a installé à Chalon.

Pour l'instant, Kodak ne veut pas lâcher, ni même discuter. Un médiateur, l'inspecteur du travail, a été nommé aujourd'hui lundi 12, par le préfet, mais personne n'a envie de reprendre le travail sans rien avoir obtenu.

Correspondant LO

DANS
LES ENTREPRISES



CHANTIERS DE FRANCE-DUNKERQUE

Les travailleurs de la Navale montrent leur colère

Mercredi 7 mars à Dunkerque, dans la construction navale, la tension est montée. La majorité des travailleurs en a assez des promesses de commandes de bateaux qu'on ne voit pas venir. L'inquiétude est grande et beaucoup pensent que les patrons veulent carrément liquider le chantier de Dunkerque. Depuis trois semaines maintenant, le lancement de l'Atlantic Cartier est bloqué par les travailleurs qui font grève par roulement.

Les travailleurs, à l'appel de l'intersyndicale sauf la CGC, sont allés brûler devant l'Hotel des Impôts la grande cale en bois qui sert au lancement. 200 travailleurs, mercredi 7 mars, étaient présents, bien décidés à se faire entendre. Mais quand la cale en bois a commencé à brûler, la police est intervenue. Les affrontements ont duré pendant près de trois heures. Policiers et travailleurs se sont affrontés à coup de briques et de gaz

lacrymogènes.

Ici, beaucoup disent que cela devait arriver. On a tout essayé : manifestation à Paris, manifestation à Dunkerque, pacifiques. Maintenant, il y en a ras le bol. Certains disent qu'il faut faire comme les paysans ou les routiers, qu'au moins là ça paie. Si la tension est retombée, beaucoup dans les chantiers se préparent pour les prochaines manifestations qu'ils annoncent chaudes.

Correspondant LO

SNECMA-Corbeil

Les ouvriers en 2x8 posent leurs revendications

Durant tout le mois de février, des débrayages ont eu lieu à la SNECMA Corbeil, à l'appel des syndicats, pour protester contre les propositions d'horaires faites par la direction du centre, suite à la réduction du temps de travail appliquée au 1^{er} mars. Finalement la veille de la réunion de signature entre la direction et les syndicats, ceux-ci, pressés d'en finir, ont consulté le personnel pour savoir s'ils devaient ou non signer le projet de la direction. Expliquant par tract que c'était signer ou ne pas avoir de réduction d'horaire, ils ont fait pression pour la signature. En fait, malgré cela, la majorité qui s'est dégagée pour la signature a été faible : 55 %.

Seulement, les horaires mis en place par la direction, avec réduction du temps de travail en fin de semaine, mécontentaient toujours la plupart du personnel en équipe 2x8. Dans les ateliers, les discussions sur les horaires ont moti-

vé une trentaine d'ouvriers dans une équipe, qui se sont réunis pour discuter de ce qu'ils pourraient faire. Ils ont décidé de lancer une pétition présentée à l'ensemble des travailleurs en 2x8 par un tract d'information, pour réclamer que la direction applique plusieurs horaires, au choix de chacun (ce qui est tout à fait réalisable), de façon à ce que tout le monde soit satisfait. Cette pétition a reçu tout de suite un accueil très favorable de la part de tous les ouvriers en équipe, car elle correspondait en fait à la seule possibilité d'unir le personnel sur une revendication : plusieurs horaires pour satisfaire tout le monde.

En trois jours, 440 signatures ont été réunies, soit presque la moitié des gens concernés. Puis, tirant le bilan de la pétition, une quarantaine d'ouvriers se sont réunis (sur l'autre équipe cette fois) pour décider de porter la pétition à la

direction et de faire un compte rendu par tract à l'ensemble des ouvriers.

Du côté de la direction, il ne semble pas qu'il y ait possibilité d'obtenir satisfaction pour le moment, le directeur se retrans-

chant derrière la signature de l'accord par certains syndicats.

Mais une nouvelle réduction du temps de travail doit avoir lieu à la fin de l'année. Et les travailleurs qui ont eu l'occa-

sion de s'organiser eux-mêmes pour poser leurs revendications savent maintenant comment faire pour ne pas se laisser prendre de court par la direction et les syndicats.

(Correspondant LO)

Les travailleurs SNRE en lutte

La SNRE est une entreprise de nettoyage qui travaille pour différentes grosses entreprises, bureaux ou banques de la région parisienne. Elle emploie 600 personnes réparties sur environ quinze chantiers. A la SNECMA Corbeil, elle emploie environ 25 travailleurs, ainsi que quelques étudiants qu'elle fait travailler uniquement le samedi, pour nettoyer les ateliers.

Les travailleurs de la SNECMA viennent de bénéficier d'une réduction à 38 heures du temps de travail. Les travailleurs de la SNRE, qui prati-

quaient jusque là les mêmes horaires que la SNECMA, se sont mis en grève complète reconductible toutes les 24 heures pour revendiquer aussi les 38 heures sans perte de salaire. Leur patron leur propose 39 heures et ne veut pas descendre en dessous. Et, dit-il, c'est une barrière infranchissable. Mais ce refus, loin de freiner la combativité des travailleurs l'a renforcée. Ils ont durci leur mouvement en ajoutant deux autres revendications : l'augmentation à 1800F de la prime annuelle, actuellement de 750F, et le

paiement des heures de grève. Ils sont 17 en grève, bien déterminés à faire céder leur patron. Toutes les décisions sont prises en assemblée par un vote sur chaque problème. Jusqu'à maintenant, après de multiples démarches auprès de la direction SNECMA qui est en fait leur véritable patron — car c'est elle qui décide en fin de compte sur le centre — auprès de l'inspecteur du travail et du patron SNRE, rien n'a été obtenu. Mais après deux semaines de grève, le moral est excellent.

Correspondant LO

CHANTIERS NAVALS
(La Ciotat)

**DANS
LES ENTREPRISES**

Le critérium Paris-Nice vu des Chantiers

Toute la presse a relevé les incidents du Paris-Nice le lundi 12 mars au col de Lans. On a pu voir la photo d'Hinault qui envoie son poing en direction d'un travailleur pour tenter de passer le barrage mis en place par les ouvriers des Chantiers navals et de Gardanne. Mais ni les travailleurs des Chantiers, ni les mineurs de Gardanne ne l'ont agressé et précipité à terre. D'ailleurs, sur la photo, on voit un travailleur s'interposer, au risque de prendre des coups, pour calmer Hinault. C'est, déséquilibré en donnant son coup de poing, bloqué dans ses cale-pieds, que le champion cycliste est tombé tout bêtement de sa hauteur.

En tout cas, son coup de poing aura servi à faire parler des travailleurs qui risquent d'être licenciés.

Les organisateurs de la course qui étaient passés ont été arrêtés un peu plus loin par



Hinault en action.

(AFP)

d'autres travailleurs. Et ça n'a pas été une surprise pour eux, puisqu'ils étaient au courant de cette intervention, comme les CRS qui attendaient sur la route, mais non au col de Lans.

Les seuls qui n'étaient pas au courant étaient la plupart des travailleurs des Chantiers, avertis au dernier moment par l'intersyndicale pour cette « opération surprise ». Mardi matin, aux Chantiers de La Ciotat, les commentateurs allaient bon train. Ceux qui avaient participé à l'action disaient que pour une fois on s'était fait entendre. D'autres rétorquaient

qu'on ne parlait que d'Hinault, et pas des licenciements dans la Navale.

En tout cas, aux Chantiers navals de La Ciotat, les responsables syndicaux sont partis pour continuer de telles actions : bloquer les routes et autoroutes, faire irruption sur les stades ou autres spectacles.

Mais ces actions, même spectaculaires, peuvent-elles remplacer un véritable mouvement d'ensemble contre les licenciements ?

Correspondant LO

CITROËN

La direction prépare le terrain pour les licenciements

Le Comité central d'établissement des usines Citroën s'est réuni le vendredi 9 mars. La direction a confirmé que le « sureffectif » était de plus de 6 000 personnes. Manière de dire que le maintien des profits nécessite 6 000 suppressions d'emplois, soit 1 ouvrier sur 3 dans la Région parisienne.

Une partie de ces 6 000 salariés partirait en pré-retraite FNE, avec 65 % du salaire jusqu'à l'âge de la retraite. Il s'agit de travailleurs de plus de 55 ans, il y aurait 3 150 volontaires.

Il reste environ 3 000 ouvriers de la Région parisienne, âgés de moins de 55 ans, dont le cas n'est pas réglé.

Citroën, après les luttes de

décembre chez Talbot, et surtout la baisse des ventes qui a suivi, semble chercher à éviter une épreuve de force ouverte.

D'autant plus que parmi les travailleurs, il y a une certaine mobilisation contre les licenciements. Les OS d'Aulnay, de Levallois, d'Asnières et de Saint-Ouen-les-Epinettes ont débrayé le mardi 13 mars pendant que se tenaient les réunions des Comités d'établissement locaux qui discutaient des licenciements. A Aulnay, ils ont envahi la salle du CE pour dire leur mot au directeur, « à deux doigts des moustaches ».

La direction a commencé par effectuer un sondage parmi les immigrés pour un éventuel

retour au pays, avec 6 millions d'anciens francs, à peine un an de salaire. Elle dit elle-même que sur cette base-là, il n'y a que 6 % de volontaires. Ce qu'elle ne dit pas, c'est que les chefs qui proposaient cela se sont fait recevoir souvent très vertement !

En fait, Citroën est probablement en train de négocier avec le gouvernement pour savoir qui va payer cette « aide au retour » — et comment il va procéder pour les licenciements. C'est un délai que les ouvriers de Citroën peuvent mettre à profit pour se préparer à la lutte ; car, de toute façon, Citroën ne renoncera pas à ses projets et tout le monde le sait bien.

Correspondant LO

CRAM (Rouen)

Des agents mécontents

A la Caisse régionale d'assurances-maladie de Rouen les problèmes sont nombreux et l'arrogance du nouveau directeur n'est pas pour rien dans ce climat.

Le 23 février une réunion regroupant 150 personnes avait eu lieu à l'appel de la CGT et de la CFDT. Cette réunion s'était terminée en queue de poisson, les syndicats n'arrivant pas à se mettre d'accord. C'est à la suite de cela qu'un groupe d'agents mécontents a proposé à l'ensemble du personnel une pétition à porter tous ensemble à la direction. 260 employés l'ont signée.

Les syndicats ont été contactés pour couvrir le dépôt de cette pétition par un mot d'ordre de débrayage. FO et CGT pour une fois d'accord entre eux ont refusé ; la CFDT a accepté de couvrir. Mais aucun syndicat n'a voulu soutenir, estimant que c'était aux mécontents de se rallier à l'action lancée par les syndicats après la pétition !

Aussi le mardi 13 mars, le groupe d'agents mécontents appelait seul à un débrayage de 55 minutes, et c'est à 50 qu'ils se sont retrouvés devant le bureau du patron. Celui-ci les a reçus tous.

Beaucoup de ses réponses ont été vagues. Sur un point : l'embauche d'étudiants cet été, son non catégorique est devenu un « peut-être », « à voir au retour des budgets ». Sur un autre : pouvoir solder ses congés 1983 en mai, la réponse a été positive.

Cette réunion a été aussi l'occasion pour de nombreux participants de dire ce qu'ils pensaient des conditions de travail à la CRAM et de la façon dont on les traitait. Et rien que pour cela les 50 grévistes étaient contents d'être allés jusqu'au bout de leur initiative.

Correspondant LO

Sélection cinéma

Films récents...

DANIEL.
de Sidney Lumet.

Une fiction à propos de l'exécution des époux Rosenberg aux USA, en 1953. Quand la « démocratie bourgeoise » rivalise avec les exactions des dictatures totalitaires. UGC Odéon 6^e (vo). UGC Biarritz 8^e (vo).

LE BAL.
d'Ettore Scola.

Film de la pièce du Théâtre du Campagnol. Une façon pleine de vie et d'émotion de conter l'histoire au travers des bals populaires.

Forum Cinéma Orient Express 1^{er}. Capri 2^e. UGC Opéra 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Olympic Balzac Elysées 8^e. Gaumont Ambassade 8^e. Athena 12^e. Sept Parnassiens 14^e. 14 Juillet Beaugrenelle 15^e.

LE JOUR D'APRÈS.
de Nicholas Meyer.

Le téléfilm américain qui a effrayé plus de cent millions de téléspectateurs en imaginant les conséquences d'une guerre nucléaire.

Rivoli Beaubourg 4^e (vo).

ET VOGUE LE NAVIRE.
de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914.

UGC Opéra 2^e (vo). Studio de la Harpe 5^e (vo). Elysées Lincoln 8^e (vo).

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe

sion coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

14 Juillet Parnasse 6^e. UGC Marbeuf 8^e.

UN FAUTEUIL POUR DEUX.
de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonnade.

Georges V 8^e (vo).

... et moins récents

TOOTSIE.
de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer bien des préjugés.

Opéra Night 2^e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation



blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage... Impérial 2^e.



d'acteurs se joue des nazis.

Version 1984 d'Alan Johnson :

Gaumont Richelieu 2^e. Studio Alpha 5^e (vo). George V 8^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e.

Version 1942 d'Ernst Lubitsch :
Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE.
de Gérard Verger.

De la Haute-Provence aux Dardanelles, entre 1914 et 1917. Une jeune femme médecin et deux maquignons. Des paysages splendides, des épisodes de guerre, l'impact de la révolution russe sur les soldats serbes, russes et français et l'itinéraire d'une jeune femme qui choisit d'agir selon sa conscience. Plein de bons sentiments.

Berlitz 2^e. Rex 2^e. Montparnasse 83 6^e. Danton 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Sud 14^e. Pathé Clichy 18^e. Gambetta 20^e.

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression

MOLIERE
d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque.

Bonaparte 6^e.

FENÊTRE SUR COUR.
d'Alfred Hitchcock.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe des choses très curieuses chez ses voisins d'en face...

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. St-Germain Huchette 5^e (vo). St-Michel 5^e (vo). Gaumont Colisée 8^e (vo). Action Lafayette 9^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). Clichy Pathé 18^e.

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.
de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Studio Médicis 5^e (vo).

PAIN ET CHOCOLAT.
de Franco Brusati.

Les mésaventures tragico-comiques d'un immigré italien en Suisse.

Saint-Michel 5^e (vo).

THEATRE

« Le journal d'une femme de chambre »

d'après le roman d'Octave Mirbeau

Le théâtre du Petit Montparnasse reprend cette adaptation du roman d'Octave Mirbeau, qui avait déjà été représentée dans le cadre du festival du Marais.

C'est Jacques Destoop qui signe cette adaptation du roman publié en 1900. C'est une réussite complète.

D'abord parce que le contenu de la pièce est percutant. Qui connaît mieux qu'une bonne les dessous — au propre comme au figuré — de ces messieurs-

dames de la bourgeoisie ? Qui connaît mieux qu'un domestique leur cupidité, leur mesquinerie et même leurs « petits secrets » plus ou moins invouables ?

Il faut dire que Mirbeau, cet écrivain anarchisant, s'en est donné à cœur joie pour mettre au pilori une classe sociale qu'il haïssait. Et la charge n'épargne pas les petits-bourgeois que sont... les domestiques eux-mêmes, lecteurs de la presse antisémite de l'époque, et prêts à imiter leurs ex-maîtres dès que l'occa-

sion s'en présente !

Ajoutons que Geneviève Fontanel met dans la pièce beaucoup d'énergie et de talent. Avec pour toute mise en scène quelques accessoires et quelques vêtements qu'elle utilise au fil de sa narration, elle tient tendue l'attention du public, sans jamais laisser faiblir notre intérêt.

Jacques FONTENOY

Petit Montparnasse: 31, rue de la Gaité. Prix : 70 F. Tarif réduit : 35 F.

COMMUNIQUÉ

Dans le cycle Théâtre et Dérision (après la création de Tayeb Saddiki, Le livre des délectations et du plaisir partagé - Maroc), la Maison des cultures du monde présente du 13 au 31 mars

AMLETO - MACBETH - ENRICO IV
Trilogie par la Compagnia del Collettivo
Teatro Due
(Parma - Italie)

Shakespeare « malmené » ou redécouvert ? Provocation ou hommage ?

- AMLETO : les 13, 14 et 17 mars à 20 h 30 ; le 18 mars à 17 h ; les 20 et 21 mars à 20 h 30.
 - MACBETH : les 15, 16, 22, 23, 24 mars à 20 h 30 ; le 25 mars à 17 h.
- à la Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail PARIS 6^e.
- ENRICO IV : les 27, 28, 29, 30, 31 mars à 20 h 30
- au Cirque d'Hiver, 110, rue Amelot PARIS 11^e.

Sélection télévision

Dimanche 18 mars

16 h 20. FR3. La mégère apprivoisée. Comédie de Shakespeare. Version originale sous-titrée.

20 h 35. TF1. La poursuite impitoyable. Film de Arthur Penn. Une petite ville du Texas laisse éclater sa violence et son racisme à l'occasion de l'évasion d'un détenu. Le shérif, Marlon Brando, tente vainement de s'y opposer. Avec Jane Fonda et Robert Redford.



21 h 40. A2. Les révolutionnaires du Yiddishland 3^e et dernière partie : Auschwitz et après. Avec la guerre, les persécutions nazies tournent au génocide contre les Juifs qui choisissent parfois de se battre dans les ghettos ou dans la résistance. Après la guerre, la naissance de l'Etat d'Israël et l'antisémitisme en URSS. D'autres documents et témoignages inédits.

22 h 50. FR3. Crime et châtiment. Film de Pierre Chenal (1935) d'après le roman de Dostoïevsky, avec Harry Baur, Pierre Blanchar, Madeleine Ozeray.

Mardi 20 mars

20 h 40. A2. Le feu follet. Film de Louis Malle. Maurice Ronet, disparu il y a un an, joue le rôle principal. Un homme désespéré et angoissé tente de renouer avec ses amis d'autrefois, en vain. Il se remet à boire et se suicide.

Mercredi 21 mars

21 h 25. TF1. D'homme à homme. Une nouvelle série mensuelle de Pierre Dumayet, consacrée aux sciences humaines et à l'ethnologie. Ici, il est reçu en Afrique par Amadou Hampate Ba, écrivain de Côte-d'Ivoire. Emission illustrée par des témoignages et des scènes tournées sur le terrain.

22 h 40. FR3. Au fil du temps. Film de Wim Wenders.

Jeudi 22 mars

21 h 35. A2. L'histoire en question : Il faut tuer Gandhi. Alain Decaux raconte l'assassinat de Gandhi, le 30 janvier 1948 et évoque la vie du leader de l'indépendance de l'Inde à l'aide de documents filmés parfois inconnus.

Vendredi 23 mars

20 h 35. FR3. Vendredi : un reportage de Philippe Alfonsi sur le Liban : Veillée d'amour à Tripoli. En reportage à Beyrouth, Philippe Alfonsi rencontre Katia, une Libanaise de Tripoli, militante pro-palestinienne convertie à l'Islam, qui lui parle du Liban. Elle l'emmène filmer sa famille à Tripoli, bombardée par les Syriens.

21 h 50. TF1. Exils. 2^e émission de la série. Ce soir : Argentine et Vietnam. Une Argentine, Laura, raconte son arrestation, puis son expulsion d'Argentine, seule, sans ses filles (dont l'une est née en prison) parce qu'elle a refusé de signer l'acte de décès de son mari « disparu ». Le Vietnamien Tan Hoang, lui, est venu en France il y a 20 ans pour ne pas avoir à faire la guerre contre ses frères. Il est devenu musicien.

21 h 55. FR3. Bleu Outre Mer : Best of melody bar. Images et musiques guadeloupéennes à partir de séquences d'une émission musicale locale.

23 h. A2. Ciné Club : Ecce Bombo. Film italien de Nanni Moretti. Le gauchisme italien d'après 1968, filmé par un de ses représentants. Le genre annoncé est « comédie satirique ».



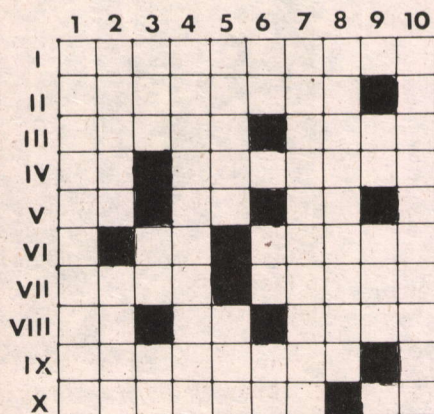
Lundi 19 mars

20 h 35. A2. Le grand échiquier de Jacques Chancel, autour de la cantatrice Julia Migenes Johnson, héroïne du film Carmen de Francesco Rosi. Soirée opéra, musique, danse, y compris du jazz et du flamenco.

20 h 35. FR3. La chambre verte. Film de François Truffaut, avec François Truffaut et Nathalie Baye.



Mots croisés



HORizontalement. — I. Ils font danser. II. Suit certains cours. III. Se disait jadis en fauconnerie d'un oiseau pris au nid. Régions humides proches des côtes en Afrique du Nord. IV. Pronom personnel. Jeu de hasard. V. Dans un four. Préfixe. Sur une borne. VI. Sert à relier. Tentent. VII. Prendra connaissance. Cachée. VIII. Pronom personnel. Le même. Furoncle. IX. On le trouve sur les sites. X. Premier usage. Dans les.

VERTICALEMENT. — 1. Traitement. 2. Canal. Point dans l'eau. 3. Assortit. Infini. Our. 4. Relatif aux fonctions d'un magistrat municipal. 5. Morceau de bois encore en ignition. Toile. 6. Dieu antique. Vieux oui du Sud. Points opposés. 7. Entrecroise. 8. Elle est sans fin. 9. Mesure jaune. Nouveau. 10. Pédales de motocyclette.

Solution du n° précédent

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	A	T	I	S	S	E	R	I
II	A	R	I	D	E	S	E	L	
III	L	E	G	E	R	E	S	L	I
IV	O	R	A	F	F	O	L	E	S
V	M	I	E	L		F	R	I	G
VI	B	A	S		D	O		S	A
VII	I		S	P	O	R	T		L
VIII	E	G	E		T	A	M	I	L
IX	R	I	S	A		R	I	T	E
X	E	N	S	E	I	G	N	E	S

« Une poignée de mûres »

d'Ignazio Silone

Une poignée de mûres est la réédition d'un livre paru en 1952. Silone nous entraîne au cœur d'un petit village des Abruzzes, sa région natale, une région pauvre d'Italie, au moment où se termine la Deuxième Guerre mondiale.

Les paysans pauvres vont-ils pouvoir obtenir la terre, maintenant que tout est changé, depuis que le portrait de terre cuite qui régnait sur la place — celui de Mussolini — a été brisé ? C'est l'espoir de la plupart des villageois. Mais le Parti Communiste, qui prend en main l'administration du village est loin d'y répondre. Tout comme le Parti Communiste Français à la même époque, il se consacre au « relèvement du pays », au rétablissement de l'ordre et de l'autorité au profit des possédants. Il explique aux travailleurs des villes et des champs que ce n'est pas le moment de prendre leurs désirs pour des réalités et brise leurs espoirs.

Une poignée de mûres nous montre comment apparaît cette politique, vue d'un village des Abruzzes. Le drame se noue

autour d'un militant communiste (le principal personnage du livre), de retour dans son pays natal. Un responsable du parti lui fait subir une enquête policière et essaie d'obtenir de sa compagne, restée membre du parti, une dénonciation. Le militant, démissionnaire, se rapproche du curé, son compagnon d'enfance. Silone dit à propos de ses deux personnages que « l'un ne cesse pas de créer des ennuis au parti, l'autre de scandaliser son évêque ». Il y a aussi là, manifestement, une sorte de morale de l'histoire cadrant avec les nouvelles convictions de Silone qui, à l'époque, après avoir rompu avec le communisme, s'était tourné vers le christianisme. Mais elle n'empêche pas ce livre de Silone de réussir à nous faire partager la vie et les préoccupations des paysans de cette région d'Italie où il avait vécu et commencé à militer dans sa jeunesse.

Jean SANDAY

Une poignée de mûres de Ignazio Silone. Coll. Les Cahiers Rouges. Ed. Grasset. 45 F.

Ignazio Silone (1900-1978), né dans la région des Abruzzes en Italie, devenu orphelin à la suite d'un tremblement de terre, éduqué dans un collège de curés, commença à 17 ans à militer au sein de l'organisation des travailleurs agricoles de sa région et des Jeunesses Socialistes dont il devient un dirigeant et qui adhèrent, sous son impulsion, au Parti Communiste lors de sa fondation en 1921.

En 1925, il est l'un des responsables du PC clandestin en Italie. Il proteste contre le stalinisme et s'oppose à Togliatti qui, lui, en justifie les crimes. En 1930, pour échapper à la police fasciste, il se réfugie en Suisse. Démoralisé par le stalinisme, il quitte alors le Parti Communiste et écrit alors Fontamara et Le pain et le vin, deux romans qui témoignent de la vie d'un village dans l'Italie fasciste. Après la guerre, après avoir été un temps député du Parti Socialiste, il renonce à toute activité politique, se replie sur soi et sombre dans le mysticisme. Cette évolution est déjà sensible dans Une poignée de mûres.

LIVRES

« Battling Malone, pugiliste »

de Louis Hémon



Shoking ! Pensez donc, trois boxeurs anglais viennent d'être battus sur le ring par des Français ! Blessés dans leur fierté nationale, des industriels se regroupent et se cotisent pour chercher un nouveau champion.

Pat Malone, petit voyou londonien, habitué à se bagarrer pour vivre, à encaisser les coups et à en donner, sera leur homme. Ils voulaient une brute capable de frapper sauvagement, sans pitié ni pour lui ni pour son adversaire, ils l'ont trouvée.

Après un premier succès, la bonne société s'emballe pour le nouveau héros, le cajole, le flatte. La sœur d'un industriel s'affiche même avec lui dans la capitale. Et Pat Malone, ainsi entouré, se croit aimé mais à la première défaite, il ne tardera pas à déchanter. Une fois vaincu, le boxeur n'intéresse plus personne.

Sans grandes déclarations, sans phrases inutiles, cette réédition d'un petit roman de Louis Hémon, l'auteur de *Maria Chapdelaine*, nous fait ressentir toute la brutalité de la boxe et le cynisme des riches « gentlemen » habitués à utiliser les hommes en fonction de leurs intérêts.

Joëlle GERARD

Battling Malone, pugiliste de Louis Hémon. Coll. Les cahiers rouges, chez Grasset. 268 pages. 38 F.

« Meir Ezofowicz »

de Eliza Orzeszkowa

Eliza Orzeszkowa est une femme de lettres polonaise, non juive, qui est morte en 1910. Son œuvre fait maintenant partie des classiques de la littérature polonaise contemporaine. Nationaliste polonaise, à l'époque où la majeure partie de son pays était sous l'oppression tsariste, elle compatit aux souffrances des humbles, écrivant sur les paysans, sur la condition féminine, et sur les Juifs.

Dans son œuvre la plus célèbre, *Meir Ezofowicz*, elle décrit le conflit qui se déroule au sein d'une grosse bourgade juive entre le rabbin et ses partisans, des obscurantistes attachés à la lettre des textes religieux, et des jeunes qui veulent secouer la tradition. Le rabbin en tient pour les textes mystiques de la *cabale* ; les jeunes groupés autour d'un des leurs plus hardi, Meir Ezofowicz, en tiennent pour la Bible, et souhaitent faire pénétrer les lumières et la science au sein du monde juif. Des deux côtés on se bat à coup de citations religieuses.

Le difficile combat de Meir pour faire comprendre à son peuple la nécessité de s'ouvrir sur le monde, d'accéder aux lumières, pour l'arracher à l'obscurantisme (au nom d'un obscurantisme à peine moins obscur d'ailleurs) est souvent émouvant. Il est loin d'être gagné d'avance car la tradition des rabbins pèse lourdement, et Meir paye durement le prix de l'attachement à ses idées.



Au travers de ce problème, Eliza Orzeszkowa pose indirectement la question de l'assimilation des Juifs au sein de la nation polonaise. A l'époque en effet, les Juifs représentaient une minorité d'environ 10 % au sein des territoires polonais. Une majorité des Polonais était antisémite. Rares étaient ceux qui envisageaient comme Eliza Orzeszkowa l'intégration des Juifs. Elle plaide pour cette intégration qui, selon elle, serait rendue possible si les Juifs se débarrassaient de leurs habitudes et traditions moyenâgeuses. C'était le sens, en particulier, de ce livre.

A vrai dire, le problème fut surtout la pesanteur réactionnaire de la société polonaise elle-même. Dans les convul-

sions que connut la Pologne d'entre les deux guerres, elle fut dirigée par des dictatures pour qui les Juifs — surtout ceux qui étaient progressistes d'ailleurs — étaient un ennemi commode à désigner pour détourner le peuple des vrais problèmes. Plus tard, les nazis, aidés par une partie des Polonais les plus racistes, exterminèrent les Juifs de Pologne.

Ce livre est ainsi une sorte de document historique sur ce qu'était la minorité juive de Pologne et les courants qui la traversaient.

André VICTOR

Meir Ezofowicz de Eliza Orzeszkowa. Ed. Robert Lafont. 80 F.

« Cette lutte incertaine »

de Ruth Prawer Jhabvala

Dans ce roman, publié aux Indes en 1962, l'auteur brosse le tableau de la vie quotidienne d'une riche famille de la bourgeoisie indienne de Delhi. Gulzari Lal est un affairiste prospère. Sa fortune s'alimente de la spéculation immobilière. Et rien ne l'arrête pour la faire augmenter.

Depuis des années, il est contesté par sa femme qui est plus sensible à la misère des déshérités qu'aux succès de son mari.

Ayant découvert que celui-ci s'apprête à faire expulser les habitants d'un bidonville, pour spéculer sur le terrain ainsi libéré, elle utilise toute son énergie à faire échouer ce projet, et elle trouve même une alliée dans la maîtresse de son mari.

Telle est la « lutte incertaine » dépeinte dans ce livre où se mêlent tout à la fois le combat d'une femme indienne pour plus d'indépendance et le tableau des oppositions entre le luxe et l'indifférence de la bourgeoisie indienne et la misère des plus démunis.



Un petit livre intéressant qui remet en cause quelques idées reçues sur l'Inde : la misère n'y est pas causée par les superstitions de la population mais, comme partout, elle est d'abord entretenue par la cupidité des riches.

Jacques FONTENOY

Cette lutte incertaine de Ruth Prawer Jhabvala. Ed. Balland. 282 pages. 79 F.

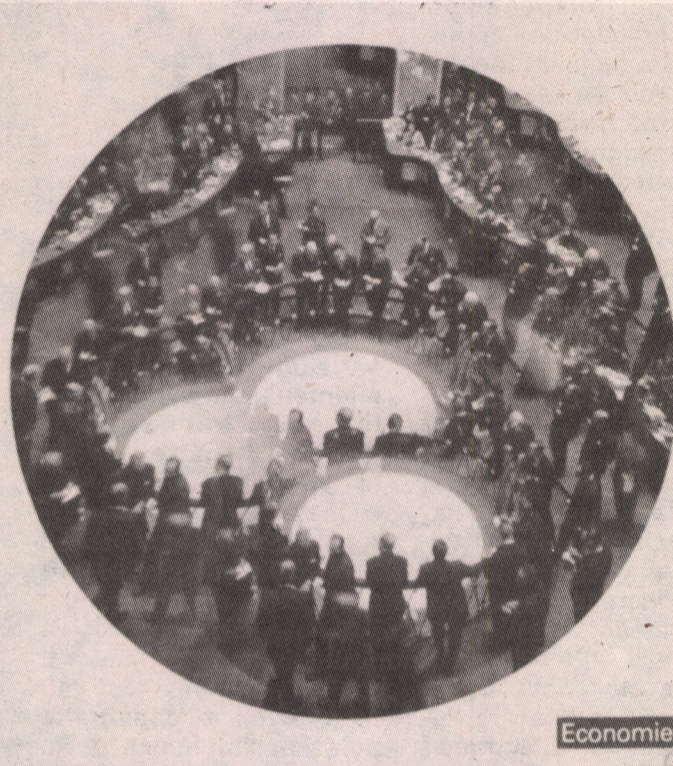
RÉÉDITION

« Histoire du capitalisme »

de Michel Beaud

La collection Points vient de rééditer un ouvrage de Michel Beaud, paru en 1981 et intitulé *Histoire du capitalisme* (de 1500 à nos jours). L'auteur est professeur de sciences économiques à l'université de Paris VIII.

En 340 pages, l'histoire du capitalisme est retracée de façon claire, vivante et concise. Ses débuts : le XVI^e siècle, « conquête, pillage, extermination, telle est la réalité d'où sort l'afflux des métaux précieux en Europe au XVI^e siècle ». Le décor est planté. Le déclin de l'Espagne au XVII^e, la prédominance de la Hollande, « à elle seule la flotte hollandaise employait en 1614 plus de marins que les flottes espagnole, française, anglaise et écossaise réunies », puis l'expansion de l'Angleterre ; l'asservissement des artisans, le travail forcé ; les révolutions bourgeoises, en particulier la Révolution française et la méfiance de la bourgeoisie envers les travailleurs (loi Le Chapelier 1791). Puis le développement fulgurant du machinisme d'un côté, les conditions terribles du travail des prolétaires, le développement des théories socialistes (une dizaine de pages sont



consacrées à l'analyse du Capital avec d'abondantes citations de Marx) ; les crises successives du capitalisme ; comment, à chaque fois, le capitalisme trouve de nouveaux moyens pour exploiter la classe ouvrière lorsque celle-ci, par ses luttes, obtient des avantages et un rapport de forces

plus favorable ; les réponses données par les capitalistes à chaque crise, en particulier dans les années 1930. Enfin, le capitalisme moderne, sa concentration, le développement extraordinaire de la productivité, et l'exploitation de plus en plus poussée du Tiers Monde.

C'est donc un livre intéressant, très riche, avec de nombreuses citations, schémas, chiffres, qui rend vivante cette ascension du capitalisme, et qui donne une vue d'ensemble du développement de la bourgeoisie. Il constitue aussi un réquisitoire contre la façon brutale et sans scrupules par laquelle elle s'est développée et maintenue.

Il ne faut cependant pas y chercher un plaidoyer pour le socialisme, car l'auteur pense que le capitalisme s'est adapté déjà maintes fois et que « le plus probable à travers cette crise, comme pour celles qu'il a déjà connues, est que le capitalisme réalise de profondes mutations et de nouvelles avancées ». Sur le plan politique, il reste tout au plus au niveau du socialisme réformiste. Mais cela ne tient qu'une très petite place dans le livre. Et cela n'empêche pas celui-ci d'être un bon ouvrage pour suivre et comprendre l'évolution de notre société.

Laurence VINON

Histoire du capitalisme (de 1500 à nos jours) de Michel Beaud. Ed. Seuil. Coll. Points. 341 pages.

« Yalta »

de Vladimir Volkoff

Yalta est une ville bien connue pour avoir accueilli, en 1945, une conférence entre Staline, Roosevelt et Churchill, en vue de définir les relations internationales et se partager les zones d'influence au sortir de la guerre.

Vladimir Volkoff en a fait le sujet d'une pièce de théâtre. Les trois chefs d'Etat y tiennent à peu de choses près les paroles qui ont été effectivement prononcées, sinon à Yalta même, du moins à Téhéran, autre lieu de conférence, et sinon par eux-mêmes, du moins par leurs collaborateurs.

Le texte ne manque pas de réalisme. On voit le mépris des trois personnages pour le sort des peuples dont ils discutent, leur brutalité et leur cynisme, sans doute un peu moins « enveloppés » qu'ils ne l'étaient dans la réalité. Volkoff ne cache pas l'hypocrisie des trois dirigeants, tout en insistant surtout sur celle de Staline.

C'est en tout cas un condensé expressif de ce que fut réellement Yalta : un sordide marchandage.

Samuel LATAN

Yalta de Vladimir Volkoff. Ed. Julliard. Coll. L'âge d'homme. 65 F.

« Les mains coupées de la Taïga »

de Patrick Meney

Un récit court parmi les détenus du goulag : des prisonniers désespérés se seraient tranché les mains à la hache et auraient dissimulé ces mains coupées dans un chargement de bois à destination de l'Occident pour alerter le monde sur leur sort. Mais l'Occident n'a jamais découvert, ou jamais fait état de ces sinistres mains coupées.

Sous ce titre, *Les mains coupées de la Taïga*, Patrick Meney, qui fut durant trois ans correspondant de presse à Moscou, a écrit un nouveau témoignage sur les prisons et les camps russes. Bien des choses concernant le goulag ont déjà été dites et redites, et à cet égard le livre n'apporte pas grand-chose de nouveau. Il publie un document, le code du travail correctif, adopté en 1970, qui est en quelque sorte le « règlement intérieur » du goulag, un texte juridique qui n'apprend rien sur la réalité de la vie dans les lieux de détention, pas plus que le règlement de n'importe quelle prison du monde ne le ferait.

L'auteur a cherché à savoir s'il y avait encore des citoyens français détenus en URSS. Manifestement il en existe. Quelques cas rarissimes de Français chanceux (si l'on peut dire) qui ont réussi à se faire libérer et à

regagner la France en témoignant. Mais combien sont-ils, on l'ignore. Plusieurs milliers, selon l'auteur, furent emprisonnés au lendemain de la dernière guerre. Des résistants à l'occupation allemande, emprisonnés par les nazis, et libérés par l'Armée rouge, ont été emprisonnés en Russie au lendemain de la guerre, on ne sait trop pourquoi. Des Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans les rangs de l'armée allemande et faits prisonniers par les Russes, seraient restés des années, des dizaines d'années, dans les camps. Certains seraient encore vivants, bien que leurs noms figurent sur le monument aux morts de tel ou tel village français.

Pourquoi cette attitude des autorités soviétiques ? Selon l'auteur, ce n'était pas à l'origine une volonté délibérée d'emprisonner des Français. Beaucoup ont été libérés juste après la guerre, et n'ont fait qu'un séjour bref dans un camp de transit. Pour d'autres, à cause de la pagaille, les choses ont traîné. Ils ont connu les camps de détention véritables. Ils sont alors devenus des témoins gênants, qu'on ne pouvait plus laisser repartir en Occident. Là-dessus, la Guerre froide est

arrivée, et le goulag s'est alors définitivement (à quelques exceptions près) refermé sur ces hommes. Le propos de Patrick Meney n'est d'ailleurs pas de s'émouvoir davantage du sort de ces Français que de celui des Soviétiques détenus, mais de tenter d'alerter l'opinion publique française sur le sort de ces prisonniers en citant quelques cas.

Meney conclut son livre par une comparaison entre l'URSS et les démocraties occidentales, à l'avantage de ces dernières bien évidemment. Pour lui, qui est un farouche adversaire du communisme, Marx, Lénine, Staline et Andropov, c'est tout pareil. Il déplore en passant les dictatures qui sévissent dans les pays sous-développés et nous dit que l'espoir, ce sont des pays comme la France, car on y vit mieux qu'ailleurs. Cela n'apporte rien d'autre que le point de vue habituel d'un démocrate libéral qui, pas plus que les autres, ne nous explique pourquoi le « monde libre » engendre si peu de dictatures et tant de dictatures !

André VICTOR

Les mains coupées de la Taïga de Patrick Meney. Ed. La Table Ronde. 79 F.

« Enquête sur les mystères de Marseille »

de Jacques Derozy et Jean-Marie Pontaut

Rédigé par deux journalistes de *L'Express* et du *Point*, ce livre expose les différents scandales qui ont éclaté à Marseille depuis 1981, c'est-à-dire, ô coïncidence, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

De la tuerie d'Auriol à l'affaire des grâces médicales, en passant par l'assassinat du juge Michel, le suicide de Lucet et l'affaire des fausses factures, tout est raconté par le menu — enfin tout ce qui avait déjà été porté à la connaissance du public.

L'ensemble forme une suite de faits divers, dont le principal lien est qu'ils ont tous Marseille pour théâtre. Mais ceci mis à part, quelles sont les intentions des auteurs ? Prouver que la pègre est installée à Marseille ? Ce n'est pas une nouveauté — et cela ne date pas de l'administration Defferre, ainsi qu'ils le rappellent d'ailleurs brièvement dans le dernier chapitre. Montrer que la frontière est parfois mouvante entre édiles et trafiquants en tout genre ? Ce n'est pas non plus une spécialité locale.

En rassemblant ces divers scandales, les auteurs veulent évidemment sous-entendre qu'ils sont liés entre eux. Suivez mon regard : en insistant sur le fait qu'ils ont tous éclaté à Marseille, et depuis que la gauche est arrivée au pouvoir, ces deux journalistes de droite visent indirectement et tout en n'affirmant rien, le « socialiste » Defferre. Mais à part l'affaire des fausses factures, où certains élus ou employés municipaux furent effectivement mis en cause (mais cela ne s'est pas limité à Marseille !), il est difficile de les suivre dans cette voie et leur démonstration fait long feu.

Alors, l'intérêt de ce livre est bien mince. Il fait certes le point sur des scandales qui ont secoué Marseille ces dernières années. Mais l'accumulation de témoignages, de rapports d'enquêtes qui ne prouvent rien en rend la lecture bien fastidieuse. Et il apparaît nettement comme un règlement de comptes — littéraire — droite-gauche.

Marianne LAMIRAL

Enquête sur les mystères de Marseille par Jacques Derozy et Jean-Marie Pontaut. Ed. Robert Laffont. 89 F.

Quel règlement ?

Tandis qu'au Liban même un cessez-le-feu avait bien du mal à s'établir, la conférence de « réconciliation » entre les leaders des diverses factions fait vivre pendant quelques jours la ville suisse de Lausanne à l'heure de Beyrouth. Sacs de sable, troupes sur le qui-vive et mesures de sécurité exceptionnelles étaient prévus pour le bon déroulement de cette conférence réunissant des hommes dont les troupes étaient encore, sur le terrain, en train de se tirer dessus.

Que peut-il sortir d'une telle conférence ?

On peut douter qu'après neuf ans de guerre civile il suffise d'une telle réunion pour mettre les protagonistes d'accord sur des solutions politiques ouvrant une issue à la tragédie libanaise.

Sans doute, l'élément nouveau de la situation libanaise, depuis quelques semaines, est le désengagement des troupes occidentales. Américains, Italiens et Britanniques ont rembarqué leurs troupes et les Français s'apprentent à le faire. Les dirigeants américains, en particulier, ont visiblement estimé qu'il leur en coûterait trop cher d'engager leurs troupes pour défendre coûte que coûte le régime d'Amine Gemayel. En faisant le choix de les retirer, ils ont laissé la Syrie principale

maîtresse du terrain, les dirigeants israéliens semblant de leur côté écarter l'éventualité d'une nouvelle intervention au-delà de leurs positions de repli du Sud-Liban.

Mais justement, en procédant à ce désengagement, les dirigeants US savaient à quoi s'en tenir sur les intentions de la Syrie, et avaient même sans doute obtenu de ses dirigeants des assurances précises. Les intentions du président syrien Hafez El Assad ne sont pas tant de modifier le régime politique libanais que de se voir reconnaître comme partie dans une négociation, comme une puissance avec laquelle on traite pour tout règlement de la situation au Moyen-Orient et en particulier au Liban. En forçant à coups

de canon l'OLP et Arafat à évacuer le Nord-Liban. Assad a d'ailleurs montré concrètement aux dirigeants impérialistes qu'il pouvait agir dans le sens du rétablissement de leur ordre au Liban.

Voilà pourquoi les leaders de l'opposition libanaise, qui disposaient jusqu'à présent de l'appui de Damas, risquent fort de ne pas voir arriver la victoire politique qu'ils seraient logiquement en droit d'attendre.

Le chef de l'opposition chiite, Nabih Berri, de même que le leader druze Walid Joumblatt, continuent d'exiger la démission d'Amine Gemayel et la réforme du système politique confessionnel en vigueur au Liban, qui est une des principales causes de la guerre civile. Ils disent vouloir la fin de ce système confessionnel qui consacre l'hégémonie des dirigeants chrétiens maronites — la communauté la plus riche et la plus pro-occidentale —, ou tout au moins, son rééquilibrage en faveur des dirigeants chiites et dru-



zes. Mais il n'est même pas certain qu'ils l'obtiennent.

Car le paradoxe de la situation est que c'est maintenant la Syrie qui est le principal soutien d'Amine Gemayel. Après la visite de celui-ci à Damas, le dirigeant syrien Assad n'a exigé de lui ni qu'il démissionne, ni même, semble-t-il, qu'il accepte une modification du système politique. Il semble vouloir tout au plus le voir reconnaître le poids et l'influence de la Syrie, forcer Amine Gemayel à coopérer avec

elle, mais non le renverser.

Si un règlement politique est vraiment en train de s'ébaucher autour de la conférence de Lausanne, ce sont paradoxalement les leaders de l'opposition libanaise qui risquent d'en faire les frais. Le plus grave, c'est que cela veut dire que les aspirations des masses populaires libanaises seront encore bien plus bafouées.

Tant il est vrai que le salut pour elles ne peut pas venir d'un Assad, ni même d'un Joumblatt ou d'un Nabih Berri.

André FRYs

USA

Le beau Gary nouveau est arrivé

« L'irrésistible Gary Hart » comme le surnomme *Le Monde*, continue son ascension dans la course à l'investiture démocrate pour les prochaines élections américaines de novembre 1984.

Après la série spectaculaire des deux précédentes semaines, il vient d'emporter quatre élections contre cinq à Walter Mondale, le candidat officiel de l'appareil du parti, qui a enfin la satisfaction d'avoir repris un petit avantage.

S'agit-il du premier coup d'arrêt d'une série ininterrompue de succès ? Il est pour l'instant difficile de le dire. D'autant que les Etats de l'Est, plus industrialisés et peuplés, et dont le poids est prépondérant dans ce type d'élections, n'ont pas encore voté. Or c'est précisément dans ces Etats que Walter Mondale a le plus de soutien, en particulier de la part des bureaucraties syndicales de l'AFL-CIO.

Mais qu'il réussisse ou non sa mise sur orbite présidentielle, le candidat Gary Hart a de toute façon réussi sa mise à feu.

Presque inconnu il y a quinze jours, maintenant on ne parle que de lui : il est devenu le chouchou des journalistes et des sondages qui lui donnent, s'il était le candidat, entre 46 % et 52 % des voix face à Reagan. Il a troqué sa petite



camionnette contre un Boeing 727 pour accueillir l'armada de journalistes qui lui font littéralement sa campagne. Jusqu'au 15 février, il arrivait juste à stabiliser ses dettes à 300 000 dollars : il voit maintenant les soutiens financiers arriver dans ses caisses.

Et commentateurs et journalistes analysent à qui mieux mieux le « phénomène Hart ». Physique de play-boy, coupe de cheveux à la Kennedy seraient les raisons de son succès. Mondale ne se fait pas faute de le souligner perfidement le plus souvent possible ! Et certains voient tout un symbole dans le fait qu'il a eu 71 % des voix dans une élection du Vermont surnommée, en raison de son peu d'importance, « concours de beauté ».

Il plairait à la génération des 30-40 ans, particulièrement aux jeunes cadres, et il se présente comme « l'avenir » du parti face au « passé » représenté par Mondale, même s'ils ont à peine dix ans de différence comme le fait remarquer ce dernier pour sa défense.

Question de style, répond Hart (on voit que la campagne américaine vole haut !). Et question, d'audace. Hart se sent « idéalement taillé pour gouverner » et sait qu'il va « être président ». Un point, c'est tout. C'est évidemment un argument politique de poids !

Quant au programme, Hart se prétend « nouveau ». Ses amis disent qu'il est « inclassable, ni libéral ni conservateur ni modéré ». La presse le caracté-

rise comme « sans étiquette » et l'hebdomadaire *Time* précise que sa politique industrielle est « nébuleuse ». *Le Monde* ajoute qu'il a beaucoup d'idées neuves... bien que personne ne puisse dire exactement lesquelles.

En tant que démocrate, Hart est pour le gel des armements atomiques et pour des négociations sérieuses avec l'URSS — ce qui lui vaut les yeux doux de Moscou, de Chevènement et de *L'Humanité* ! — et il dit aux mères de famille que « leurs garçons ne devraient pas servir de gardes du corps aux dictateurs latino-américains ».

En tant que réaliste, il est, comme Reagan, pour le « build-down » (on détruit deux anciens systèmes d'armements quand on en construit un nouveau) et la réduction du déficit budgétaire en reconsidérant l'attribution de l'aide sociale. Ce qui ne l'empêche pas bien sûr de promettre davantage de justice sociale, de bonnes retraites aux vieillards et aux femmes des salaires égaux à ceux des hommes.

Hart se peint lui-même comme le candidat que « l'idéologie n'encombre pas ».

En effet ! L'idéologie n'a pas grand-chose à voir dans son succès.

Lancés à grands renforts de moyens publicitaires, comme de vulgaires lessives, les candidats aux présidentielles américaines promettent tous de laver plus blanc. La réussite commerciale d'une marque ou d'une autre peut donc s'expliquer en partie par la puissance des moyens mis en œuvre, c'est-à-dire des soutiens moraux et surtout matériels, de la mobilisation des grands médias en faveur de tel ou tel candidat.

Mais la publicité ne fait sans doute pas tout, loin de là. Le phénomène Gary Hart, qui n'est d'ailleurs pas exceptionnel ni nouveau dans une campagne électorale aux USA, marche sans doute aussi auprès d'une fraction de la population américaine parce que en jouant sur sa « jeunesse » et sa soif de « nouveauté » il table sur un désir vague mais réel de changement.

C'est précisément une des fonctions des simagrées démocratiques que de rénover sans cesse la façade, de réactiver de nouveaux espoirs pour mieux faire passer la même vieille politique. Kennedy en son temps avait su admirablement jouer ce jeu-là. Gary Hart est peut-être en train d'apprendre — et qui sait ? de réussir — à jouer le même jeu.

Sylvie MARECHAL